



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/878
24 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Cinquantième session
Point 45 de l'ordre du jour

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE : PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT
D'UNE PAIX FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA
STRUCTURATION D'UNE RÉGION DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE
ET DE DÉVELOPPEMENT

Note du Secrétaire général

1. Le document ci-joint contient le quatrième rapport du Directeur de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA).
2. Ce rapport porte sur la période allant du 21 août au 31 décembre 1995. Il contient également les conclusions générales de la première année de travail de la Mission depuis son installation dans le pays le 21 novembre 1994. Je transmettrai le présent rapport au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en lui demandant de le porter à l'attention des membres de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Le Directeur de la MINUGUA a été invité à assister à la prochaine session de la Commission des droits de l'homme.
3. Je tiens à exprimer ma reconnaissance au Gouvernement guatémaltèque et à l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG), qui ont continué d'apporter à la Mission la coopération indispensable à son bon fonctionnement. Je tiens également à remercier le Groupe des amis du processus de paix au Guatemala (Colombie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Mexique, Norvège et Venezuela) pour le soutien indéfectible apporté à la Mission et aux efforts de paix déployés par l'Organisation, ainsi qu'aux Gouvernements argentin, brésilien, canadien, colombien, espagnol, italien et suédois, qui ont mis à la disposition de la Mission les services de leur personnel de police, et aux Gouvernements brésilien, espagnol, suédois, uruguayen et vénézuélien qui lui ont offert les services de leurs officiers militaires.

ANNEXE

Quatrième rapport du Directeur de la Mission des Nations Unies
pour la vérification des droits de l'homme et du respect des
engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux
droits de l'homme au Guatemala

I. INTRODUCTION

1. La Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA) continue de s'acquitter du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 48/267 du 19 septembre 1994, lequel consiste à vérifier que le Gouvernement guatémaltèque et la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) appliquent l'Accord général relatif aux droits de l'homme (ci-après dénommé Accord général), signé par les deux parties le 29 mars 1994 (A/48/928-S/1994/448, annexe I).

2. Bien que le présent rapport porte sur la période allant du 21 août au 31 décembre 1995, il tient également compte des activités entreprises par la Mission pendant les 13 mois qui ont suivi son installation le 21 novembre 1994; il contient en effet les conclusions générales et recommandations tirées des quatre rapports présentés par la Mission dont trois ont déjà été publiés (A/49/856 et Corr.1, A/49/929 et A/50/482).

3. En application de son mandat, la Mission a poursuivi ses contacts bilatéraux avec chacune des parties par le biais de réunions mensuelles avec le Président de la République et, au Mexique, avec le commandement général de l'URNG. Par ailleurs, elle maintient toujours une collaboration étroite avec son homologue gouvernemental, la Commission présidentielle des droits de l'homme [Comisión Presidencial de los Derechos Humanos (COPREDEH)] et a des contacts réguliers avec les ministères et organismes d'État chargés de défendre les droits de l'homme. Pendant la période à l'examen, la Mission a mené de nouvelles activités sur le terrain consistant à se rendre dans les camps de l'URNG pour examiner, au niveau régional, les plaintes reçues et traiter d'autres questions intéressant directement ses travaux de vérification.

4. Avec la signature, le 31 mars 1995, de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones (ci-après dénommé Accord relatif aux populations autochtones) (A/49/882-S/1995/256, annexe), la Mission a été chargée de vérifier l'application des aspects de l'Accord relatifs aux droits de l'homme devant être immédiatement mis en oeuvre. Pour que la Mission puisse continuer à s'acquitter de son mandat, notamment de ses nouvelles activités de vérification, et à la demande du Secrétaire général (A/49/955), des ressources supplémentaires ont été mises à sa disposition. En outre, dans sa résolution 49/236 B du 14 septembre 1995, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, a souligné la portée de l'Accord relatif aux populations autochtones et décidé d'autoriser le renouvellement du mandat de la Mission jusqu'au 18 mars 1996. L'Assemblée a également prié le Gouvernement guatémaltèque et l'URNG d'appliquer les recommandations de la Mission et de respecter intégralement les engagements qu'ils avaient pris aux termes de l'Accord général et concernant les aspects qui, dans l'Accord relatif aux populations autochtones, ont trait aux droits de

/...

l'homme. Elle s'est félicitée des efforts déployés par les institutions financières internationales et régionales pour mobiliser des ressources en faveur de l'application des accords de paix au Guatemala, ainsi que des contributions volontaires qui avaient déjà été versées au Fonds d'affectation spéciale pour le processus de paix au Guatemala créé par le Secrétaire général et elle a invité la communauté internationale à verser de nouvelles contributions au Fonds.

II. CONTEXTE DANS LEQUEL LA MISSION EXERCE SES ACTIVITÉS

5. La période couverte par le présent rapport coïncide avec la fin du mandat du gouvernement du Président Ramiro de León Carpio, que le Congrès de la République avait désigné en 1993, rétablissant ainsi l'ordre constitutionnel.

6. La tragédie survenue à Xamán le 5 octobre, qui, selon la Mission, était l'événement le plus grave survenu depuis son installation, a eu pour conséquence immédiate la démission du Ministre de la défense (voir par. 25 à 32).

7. Les médias ont donné un large écho au troisième rapport de la Mission (A/50/482), publié le 12 octobre 1995, que les parties en présence et les divers secteurs de la société ont accueilli favorablement en reconnaissant l'objectivité et le professionnalisme de la MINUGUA.

8. Les négociations de paix se sont poursuivies et depuis avril 1995, les parties examinent le point relatif aux aspects socio-économiques et à la situation agraire. Ces derniers mois, certains groupes hostiles au processus de paix ont engagé une procédure pour inconstitutionnalité contre les instances gouvernementales créées dans le cadre des négociations et porté plainte contre le Président de la Commission pour la paix; ces deux actions en justice ont suscité des réactions favorables au processus de paix. Le conseil constitutionnel n'a pas donné suite à la demande touchant la prise de mesures urgentes présentée dans le cadre de l'action en inconstitutionnalité et en fait n'a pas encore statué définitivement sur cette affaire.

9. L'URNG a déclaré la suspension unilatérale de toutes les opérations militaires offensives du 1er au 12 novembre 1995 et du 24 décembre 1995 au 8 janvier 1996 pendant la tenue des élections générales. Avant la première suspension, on avait constaté une certaine intensification des opérations menées par l'URNG.

10. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 9 524 réfugiés sont rentrés au Guatemala en 1995, soit un nombre nettement supérieur à celui des années précédentes. Le processus de rapatriement s'est poursuivi bien que le problème de l'accès à la terre persiste et que de graves incidents se soient produits comme celui de Xamán (voir par. 25 à 32).

11. Au lendemain de cet événement, la visite effectuée au Guatemala par l'expert indépendant, Mme Mónica Pinto, qui a tenu des réunions de travail avec le Directeur de la Mission, a été très remarquée par l'opinion publique.

12. En novembre, le Comité des Nations Unies contre la torture s'est déclaré préoccupé par le fait que ces incidents continuent de se produire au Guatemala.

/...

13. La persistance de la violence et de l'insécurité dans les villes est l'un des thèmes qui inquiètent le plus l'opinion publique. Selon la police nationale, entre le 1er septembre et le 20 décembre 1995, 959 personnes ont trouvé la mort et 1 455 ont été blessées du fait d'actes criminels et, entre le 1er septembre et le 25 décembre, on a dénombré rien que dans la capitale 19 enlèvements, chiffre qui ne donne pas une image entièrement exacte de la réalité dans la mesure où dans la majorité des cas, ces crimes ne sont pas signalés à la police.

14. La présidence a décidé de démobiliser les commissaires militaires à partir du 15 septembre, et le 22 novembre, le Congrès a officiellement dissous ces instances.

15. Le problème de l'impunité a été examiné lors de réunions auxquelles ont assisté les présidents des organes exécutif, législatif et judiciaire. Par ailleurs, en novembre, le Président de la République a engagé des procédures officielles, qui sont en instance, visant à destituer le Procureur général de la République.

16. Le 11 novembre, le bureau régional de la MINUGUA, dont le siège est dans la capitale, a essuyé des tirs de mitrailleuse qui n'ont fait aucun blessé. Au moment où le présent rapport a été mis sous presse, on ignorait toujours l'identité des auteurs de l'attentat et ses mobiles.

17. La période à l'examen a été dominée par la campagne électorale. Le 12 novembre, les Guatémaltèques sont allés aux urnes pour élire le président et le vice-président de la République, les membres du Congrès et du Parlement centraméricain et les maires; on a enregistré lors de ces élections un taux d'abstention de 53 % des électeurs inscrits sur les listes électorales. Aucun candidat à la présidence n'ayant obtenu la majorité des voix, il a fallu procéder à un second tour de scrutin le 7 janvier 1996. Le candidat du Parti du progrès national (PAN), Alvaro Arzú Irigoyen, a remporté l'élection avec 51,2 % des suffrages exprimés; le Front révolutionnaire guatémaltèque (FRG) a obtenu 48,8 % des voix, et le taux d'abstention a été de 63 %. Lors des élections législatives en novembre, le PAN a obtenu la majorité absolue au Congrès avec 43 des 80 sièges, suivi du FRG (21 sièges). Nombreux sont ceux qui ont souligné la percée du Frente Democrática Nueva Guatemala qui a remporté six sièges. Les observateurs de l'Organisation des États américains et de l'Union européenne qui étaient présents à cette occasion ont conclu que les élections avaient été bien administrées par le Tribunal électoral suprême (TES) et s'étaient déroulées dans des conditions normales (voir par. 45 à 48).

18. Le Président Arzú a pris ses fonctions le 14 janvier 1996. Dans son discours d'investiture, il a réaffirmé sa volonté résolue de "lutter sans relâche contre l'impunité", de faire cesser la discrimination à l'encontre des populations autochtones et de rechercher la paix.

19. À l'issue de la période considérée, on a observé les faits nouveaux ci-après que les moyens d'information et les organisations de défense des droits de l'homme ont jugé potentiellement utiles à la lutte contre l'impunité et le renforcement du pouvoir civil :

/...

a) La décision prise par le Ministère de l'intérieur, reconnue officiellement par la Mission, de procéder, à compter du 22 janvier 1996, au licenciement de plus d'une centaine d'agents de la police nationale reconnus coupables de violations des droits de l'homme, d'actes de corruption et autres délits;

b) La décision prise par le Président de la République de procéder à des remaniements au sommet de la hiérarchie militaire;

c) La résolution datée du 22 janvier 1996, de la cour d'appel de Jalapa qui a renvoyé l'affaire relative aux événements de Xamán de la juridiction militaire à un tribunal pénal ordinaire.

III. VÉRIFICATION DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES AUTRES ENGAGEMENTS PRIS DANS L'ACCORD GÉNÉRAL

Engagement I. Engagement général concernant les droits de l'homme

20. Du 21 août au 31 décembre 1995, la Mission a reçu près de 3 000 plaintes dont 368 ont été jugées recevables, ce qui représente une augmentation de 39 % du nombre de plaintes reçues et une baisse de 12,3 % du nombre de plaintes déclarées recevables par rapport à la période précédente qui portait sur trois mois. Dans 62 des 368 cas déclarés recevables pendant la période considérée, la Mission a établi l'existence de violations des droits de l'homme.

21. Comme dans les rapports précédents, on trouvera ci-après le résumé d'un certain nombre de cas dont le seul but est d'illustrer des aspects intéressants de chaque rubrique. Les conclusions du rapport se fondent néanmoins sur l'ensemble des cas vérifiés ou en cours de vérification.

22. Les efforts déployés par la Mission pour réunir les éléments lui permettant de vérifier le respect de l'Accord se heurtent à une réalité caractéristique du Guatemala : le nombre toujours élevé d'homicides, menaces de mort, enlèvements et autres délits graves qui, parce qu'ils relèvent de la délinquance de droit commun ou parce qu'on n'en connaît pas les auteurs, ne sont pas enregistrés comme des violations des droits de l'homme directement imputables à des agents de l'État ou à mobile politique, mais n'en résultent pas moins de l'incapacité de l'État de s'acquitter de son devoir de garantie et de remplir ses obligations quant à la prévention des délits, la réalisation d'enquêtes et l'application de sanctions.

Examen de la vérification du respect des droits jugés prioritaires dans l'Accord général

1. Droit à la vie

23. Au cours de la période considérée, 107 plaintes pour violations de ce droit (soit 29 % du nombre total) ont été déclarées recevables; elles concernaient 30 décès imputables à la violation des garanties juridiques et exécutions extrajudiciaires, 14 tentatives d'exécution extrajudiciaires et 63 menaces de mort.

/...

24. Pour ce qui est des plaintes mentionnées dans les rapports précédents (A/49/856 et Corr.1, A/40/929 et A/50/482), il faut souligner que, dans la majorité des cas, lorsque la Mission a, dans le cadre de son mandat, établi l'existence de la violation, les enquêtes menées par les autorités n'ont pas permis d'identifier ses auteurs ni de les punir.

a) Exécutions extrajudiciaires ou décès imputables à la violation des garanties juridiques

Affaire No 1

25. Le 5 octobre, 25 membres d'une patrouille de la garnison Rubelsanto relevant de la zone militaire 21, dont un mineur, agissant sur l'ordre d'un sous-lieutenant ont pénétré dans la communauté de rapatriés "Aurora 8 de Octobre", située à Xamán (Alta Verapaz). Au cours de cet incident, la patrouille a causé la mort tragique de 11 membres de la communauté, dont deux enfants et blessé 30 personnes dont trois soldats ayant essuyé le feu de leurs compagnons d'armes.

26. L'itinéraire de la patrouille, communiqué au chef de bataillon dans la matinée du 3 octobre comprenait des coordonnées correspondant à l'emplacement de cette communauté rurale. Le 5 octobre, vers midi, les soldats sont passés à proximité des premières habitations, inquiétant les habitants, qui ont estimé que la présence de militaires constituait une violation de leur propriété et des Accords du 8 octobre 1992 signés entre le Gouvernement guatémaltèque représenté par la Commission nationale d'aide aux rapatriés, aux réfugiés et aux personnes déplacées et les Commissions permanentes des réfugiés guatémaltèques au Mexique, qui reconnaissent le caractère civil et pacifique du rapatriement et de la population rapatriée. Les raisons de l'incursion de la patrouille dans la communauté diffèrent selon les versions. Au cours de l'incident, la foule de plus en plus nombreuse s'est massée, multipliant les accusations et expressions de mécontentement au sujet de la présence des militaires.

27. La population a demandé aux soldats de déposer leurs armes et de ne pas bouger jusqu'à ce que la MINUGUA et le HCR vérifient la violation présumée des Accords du 8 octobre 1992. Au bout d'une demi-heure de discussion, encerclés et probablement effrayés, les membres de la patrouille ont tenté de quitter les lieux en repoussant les habitants avec leurs fusils.

28. À ce moment-là, un sergent dont un habitant avait empoigné l'arme par le canon pour s'en emparer ordonna à un autre membre de la patrouille de tirer, ce que fit celui-ci, abattant trois personnes se trouvant à proximité, dont l'une dans le dos alors qu'elle s'enfuyait. Ce fait aurait provoqué une réaction en chaîne des autres soldats qui ont commencé à tirer au hasard dans tous les sens.

29. Battant en retraite tout en tirant un grand nombre de coups de feu, presque tous les membres de la patrouille sont repartis par le même chemin, laissant derrière eux trois soldats blessés par les coups de feu incontrôlés de leurs compagnons. À 200 mètres de là, un soldat a tiré gratuitement sur un enfant de 8 ans, Santiago Pop Tut, le blessant au poignet. Alors que ce dernier tentait de s'enfuir, le soldat est revenu sur ses pas et l'a tué à bout portant d'une balle dans la poitrine et dans la tête.

/...

30. Deux équipes d'observateurs de la Mission ont rencontré les soldats qui rentraient à leur base et les ont interrogés. Six soldats ayant emprunté un itinéraire différent n'ont regagné leur garnison que le lendemain. La MINUGUA est arrivée à Xamán deux heures après les événements et, en collaboration avec le HCR, a évacué les civils blessés. Les observateurs ont procédé à une inspection détaillée des lieux, recueilli les témoignages de plus de 15 habitants, de presque tous les blessés évacués et, sur l'invitation des autorités militaires, des membres de la patrouille. Plusieurs soldats ont confié que, pendant le retour vers la base et à la base même, ils avaient reçu des instructions sur ce qu'il leur fallait dire.

31. Rien n'indique que les habitants étaient armés et aucun témoignage n'a fait état d'agressions physiques à l'encontre des soldats, à l'exception de la tentative faite pour s'emparer de l'arme du sergent dont il est question plus haut. On a retrouvé sur place des cartouches de 5-56 millimètres, munitions habituellement utilisées par l'armée, qui ont été remises aux autorités judiciaires.

32. En se rendant rapidement sur les lieux et procédant immédiatement aux diverses vérifications la Mission a pu, le 10 octobre, publier un rapport présentant les résultats des premières vérifications ainsi qu'un compte rendu des événements. Sa principale conclusion était que les membres de la patrouille militaire avaient gravement porté atteinte au droit à la vie en tirant délibérément sur les membres d'Aurora 8 de Octubre sans qu'il ait pu être prouvé qu'ils agissaient sur les ordres de leur supérieur (voir par. 41).

b) Tentatives d'exécution extrajudiciaire

Affaire No 1

33. Le 26 novembre, Jorge Villatoro a été agressé publiquement par deux officiers de la garnison Valparaiso dans la commune de la Democracia (Huehuetenango). Un sous-lieutenant, en état d'ébriété, a pointé son pistolet sur la tempe de Villatoro, l'obligeant à se diriger vers la garnison et le brutalisant. Lorsque la victime a tenté de s'enfuir et de monter à bord du véhicule d'un ami, le sous-lieutenant l'a poursuivie, et lui a tiré dessus sans toutefois l'atteindre. Pour finir, le lieutenant et quatre soldats ont appréhendé la victime et l'ont conduite au poste de police local. Le responsable du poste a refusé de détenir illégalement le citoyen qu'on lui amenait et confirmé que le lieutenant avait abusé de ses pouvoirs. Quelques jours plus tard, les responsables de la zone militaire ont reconnu les faits et offert à la victime un traitement médical après lui avoir demandé de leur remettre la seule cartouche tirée par le lieutenant. Au moment où le présent rapport était mis sous presse, les autorités compétentes n'avaient pas encore ouvert d'enquête et le seul exemplaire du rapport de police avait été envoyé à la zone militaire selon la procédure habituelle.

c) Menaces de mort

Affaire No 1

34. Le 6 novembre, un membre de l'organisation non gouvernementale Fundación Myrna Mack, qui dirigeait un atelier sur les droits de l'homme à Santa Bárbara (Huehuetenango), a été convoqué à la mairie où il a été reçu par des fonctionnaires municipaux et des membres du Comité volontaire de défense civile. Ceux-ci l'ont accusé d'appartenir à l'URNG car il avait sur lui un livre sur les droits du peuple maya et l'Accord sur les populations autochtones. Les membres du Comité volontaire de défense civile n'ont pas réussi à décider s'ils devaient l'exhiber dans les rues – ce qui parfois se termine par un lynchage – ou le tuer. En sortant de la mairie, il a été agressé verbalement et frappé au visage sous les yeux de la police municipale qui n'a pas jugé bon d'intervenir. De nouveau convoqué à la mairie le 14 novembre, il s'est présenté accompagné de représentants de l'ONG, du bureau du Procureur chargé des droits de l'homme, du ministère public et de la Mission. Les esprits se sont enflammés et plusieurs personnes présentes ont fait l'objet de menaces; la MINUGUA a même été accusée d'être composée de guérilleros et ses observateurs ont également reçu des menaces de mort. Le 24 novembre a eu lieu une réunion à laquelle ont assisté le commandant de la zone militaire et le Directeur adjoint de la Mission. À cette occasion, la situation a pu être quelque peu éclaircie mais les menaces contre les victimes n'ont pas complètement cessé. Le ministère public et la police nationale n'ont pas enquêté sérieusement sur les faits, et les observateurs de la MINUGUA ont, lorsqu'ils ont essayé de les vérifier, fait l'objet de menaces.

2. Droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne

35. Pendant la période considérée, 111 plaintes, soit 30,1 % du nombre total de plaintes recevables ont concerné des violations de ce droit. La torture n'a pas disparu; elle est notamment pratiquée par la police contre les délinquants de droit commun. 44,8 % des cas de mauvais traitements (soit 26 cas) infligés lors de détentions arbitraires ont pu être vérifiés et la police nationale semblerait responsable de 44,26 % d'entre eux.

a) Torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants

Affaire No 1

36. En août, Elin Robledo López et Douglas Robledo López se sont plaints d'avoir été torturés et battus, et d'avoir reçu des chocs électriques le 22 juillet au cours de leur détention, par des agents de la police nationale de Cuilapa (Santa Rosa). Un mois plus tard, leurs blessures étaient encore visibles. Ils n'ont pas été examinés par un médecin légiste. Les intéressés ont été libérés le 1er septembre. La Commission disciplinaire de la police nationale a déterminé que les responsables de cette arrestation illégale, des coups infligés et de la falsification des rapports de police étaient le troisième chef de Cuilapa, les premier et deuxième chefs de Barberena et trois agents du poste de police de Cuilapa. Son enquête a permis de conclure que les victimes n'avaient pas été arrêtées en état d'infraction, comme l'assurait la police, mais lorsqu'elles rentraient du travail. Le juge s'est déclaré

incompétent car il s'agissait, selon lui, d'une affaire du ressort exclusif de la police. Les intéressés n'ont pas donné suite à l'affaire qui a été classée dans les archives du ministère public.

b) Autres atteintes au droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne

Affaire No 1

37. Le 24 septembre, à Los Amates (Izabal) quatre hommes puissamment armés se sont introduits dans une maison, ont frappé le propriétaire et ont violé son épouse et sa belle-fille de 13 ans. Le 26 septembre, les deux femmes se sont rendues au Palais de justice de Los Amates. L'administrateur principal a tenu à s'entretenir seul avec l'adolescente et, une fois dans son bureau, l'a violée, lui causant des lésions graves. La victime a été admise à l'hôpital de Zacapa. Le 5 décembre, un mandat d'arrêt a été délivré contre ce fonctionnaire et ordre a été donné de le licencier mais celui-ci n'a pu être arrêté car il serait toujours en fuite. La famille a été depuis menacée à plusieurs reprises par un ancien commissaire militaire. Le représentant du ministère public de Puerto Barrios a réclamé le rapport médical concernant la mineure mais l'hôpital de Zacapa a nié avoir établi un tel rapport, fait qui est contredit par les vérifications auxquelles a procédé la Mission qui a constaté que le dossier de l'adolescente comportait cet examen médical.

3. Droit à la liberté individuelle

38. Quarante-sept plaintes, soit 12,7 % du nombre total de plaintes jugées recevables, concernaient des violations de ce droit. Lors d'un grand nombre d'arrestations, la police n'a pas respecté les normes juridiques ni les garanties fondamentales du détenu. L'interprétation large de la notion de flagrant délit et le soupçon comme motif général d'arrestation caractérisent la plus grande partie de ces affaires où l'arrestation n'est pas le résultat d'un mandat d'arrêt, facteurs qui affaiblissent le pouvoir judiciaire.

Affaire No 1

39. Le 31 août, la police nationale de Jutiapa a reçu un appel anonyme faisant état de l'enlèvement d'un mineur et sans solliciter de mandat judiciaire ni prévenir le ministère public, a violé le domicile de Gerónima Vásquez, qu'elle a arrêtée ainsi que ses enfants, Lubia et Javier Martínez, et un bébé de trois mois. Assurant qu'il s'agissait d'un nourrisson disparu, la police nationale a remis ce dernier illégalement à une autre famille. Au bout de deux mois, il a pu être établi grâce à l'ADN que la mère de l'enfant était Lubia Martínez. Son enfant lui a été rendu et les autres détenus ont été remis en liberté. Le ministère public a ordonné l'arrestation des chefs de la police impliqués dans cette affaire et, le 3 décembre, à Zacapa, des agents de la Commission disciplinaire de la police nationale ont arrêté l'ancien chef du département de Jutiapa. Celui-ci a néanmoins été libéré le lendemain sous caution.

4. Droit à une procédure régulière

40. Pendant la période considérée, 61 plaintes, soit 16,5 % du nombre total de plaintes jugées recevables, ont concerné des violations de ce droit. La majorité porte sur l'obligation juridique qui incombe à l'État d'enquêter et de punir, surtout lorsqu'il s'agit de violations dont sont accusés des agents de l'État. Il est apparu que les actes de procédure nécessaires pour faire toute la lumière sur les faits et inculper leurs auteurs n'ont toujours pas été réalisés. La non-délivrance de mandats d'arrêt entrave les enquêtes et ne permet pas de sanctionner les délits.

Affaire No 1

41. L'enquête sur l'affaire de Xamán a été entravée au départ par le juge militaire qui, sur la demande des avocats de la défense, a empêché la Mission d'être présente lors des déclarations des inculpés. Une fois ce problème réglé, plusieurs faits ont entravé le déroulement de l'enquête judiciaire, en particulier l'ordre donné aux soldats de fournir une même version déformée des faits, les pressions exercées sur le Procureur saisi de l'affaire et les menaces dont il a fait l'objet. Par ailleurs, le ministère public a publiquement mis en cause l'impartialité du juge militaire. D'autres irrégularités ont également été constatées : autopsies réalisées sans les moyens techniques nécessaires, retard excessif pris par l'armée pour remettre les armes utilisées, interdiction faite au médecin légiste du ministère public de pénétrer dans l'hôpital où se trouvaient les soldats blessés et harcèlement des rapatriés blessés. À cela il convient d'ajouter la qualification pénale des délits, entérinée par le juge malgré l'opposition du Procureur chargé de l'affaire, qui ôte de leur gravité aux faits incriminés. Enfin, le fait que les 26 militaires sont défendus collectivement par deux ou trois avocats ce qui, en vertu de la législation nationale, est en principe inadmissible sauf s'il n'y a manifestement pas d'incompatibilité, risquerait de porter atteinte aux droits de la défense.

Affaire No 2

42. Lorsque la Mission a enquêté sur la plainte de l'URNG au sujet de la mort de la guerrillera Emiliana Patrocinia Mazariego Hernández (A/50/482, annexe, par. 150), les membres de la garnison de Las Pozas et d'autres témoins présents ont confirmé que le juge de paix de Sayaxché (Petén) qui avait signé l'acte de levée du corps, n'était pas présent au moment de ladite levée. L'acte fait état de blessures par balles et de fractures mais non de l'enfoncement et du détachement de la boîte crânienne ni de la fracture du maxillaire inférieur, faits qui ont été confirmés lors de l'exhumation du corps un mois après le décès. L'exhumation, demandée le 25 août par le Procureur et jugée indispensable pour faire la lumière sur les circonstances du décès, n'a pas atteint son objectif car elle n'a permis qu'une simple reconnaissance du corps. Le juge de paix a ouvert le procès en indiquant qu'il s'agissait d'un "attentat contre la sécurité intérieure du pays", catégorie qui implique une enquête sur la responsabilité pénale de la personne décédée – laquelle, de toute façon, s'éteint avec la mort – et non sur les circonstances de son décès. Le ministère public a demandé que l'affaire soit plutôt qualifiée d'"homicide". La Mission a réuni suffisamment d'éléments de preuve permettant de conclure qu'en raison de l'attitude du juge de paix, la lumière n'avait pas été faite sur les graves

/...

présomptions de torture qui existaient. La Cour suprême de justice, par le biais de l'Organe de supervision générale des tribunaux, avait néanmoins donné raison au juge qui, depuis le début, a souligné que les décès survenant lors d'affrontements armés ne devaient pas donner lieu à des enquêtes judiciaires. Les mêmes doutes subsistent pour ce qui est d'une autre plainte de l'URNG concernant la mort sous la torture d'un combattant fait prisonnier par l'armée à Ixcán (Quiché) affaire qui n'a pas fait l'objet d'une enquête par les tribunaux. Certains juges continuent à ne pas ouvrir d'enquête lorsqu'il s'agit de "décès résultant d'un affrontement armé" et cette pratique n'est pas sanctionnée. L'Organe de supervision générale des tribunaux a également soutenu le juge militaire chargé de l'affaire de Xamán (voir par. 25 à 32) qui avait été accusé d'entraver le déroulement de l'enquête menée par le ministère public.

Affaires similaires mentionnées dans des rapports antérieurs

43. Malgré la réouverture de certains procès et la prise de décisions judiciaires qui ont permis de faire quelques progrès, les affaires qui ont ému l'opinion publique se caractérisent toujours par un report des formalités nécessaires au déroulement de l'enquête, l'absence de coopération des autorités gouvernementales avec les juges et les pressions et menaces dont font l'objet les divers intéressés. On trouvera ci-après quelques exemples :

a) En ce qui concerne le procès ouvert à la suite de la disparition et de la mort du commandant de l'URNG, Efraín Bámaca (A/50/482, annexe, par. 61 et 62), l'exhumation du corps de ce dernier n'a toujours pas eu lieu, le juge militaire la reportant toujours à une date ultérieure. Les magistrats de la cour d'appel se sont plaints d'avoir été suivis et ont noté avec préoccupation que le numéro d'immatriculation de leurs véhicules avait été relevé. Pendant les audiences, des individus armés accompagnaient les inculpés;

b) Pour ce qui est de l'assassinat de Jorge Carpio Nicolle (A/50/482, annexe, par. 64), la cour d'appel a décidé de rouvrir le procès depuis la phase de présentation des preuves, afin de permettre aux principaux témoins de faire leur déposition;

c) En ce qui concerne le procès concernant l'assassinat de Mario Alioto López Sánchez (A/50/482, annexe, par. 66), après des mois d'inertie, le 9 novembre, le ministère public a formellement accusé sept des 10 inculpés. Les étudiants de l'Université San Carlos qui sont impliqués dans cette affaire et l'avocat de cette institution ont reçu des menaces;

d) Lors du procès concernant l'assassinat de Myrna Mack (A/50/482, annexe, par. 63), des représentants de l'État, notamment le Président de la République, M. Ramiro de León, ont été appelés à faire des dépositions. Le temps mis à répondre aux communications du Procureur par certains ministères, en particulier le Ministère de la défense se retranchant derrière des raisons de sécurité nationale, est une question préoccupante. La plaignante a contesté la compétence du juge militaire chargé de l'affaire car elle estime que saisir une instance militaire de cette affaire porterait atteinte au principe de l'égalité de tous devant la loi et de l'indépendance judiciaire, mais la Cour suprême de justice ne s'est pas encore prononcée à cet égard. Un autre fonctionnaire du ministère public a été soumis à des harcèlements dans le cadre de cette affaire;

/...

e) Pour ce qui est du procès concernant l'assassinat d'Epaminondas Gonzáles Dubón (A/49/929, annexe, par. 62), diverses irrégularités ont été constatées. Les deux accusés ont été condamnés à 16 et 24 ans de prison mais la MINUGUA a obtenu des informations concernant deux autres coupables présumés dans des rapports de police et a fait part des préoccupations que lui inspirait ce fait au Ministère de l'intérieur qui s'est engagé à enquêter sur cette affaire en collaboration avec le ministère public. On ne sait toujours pas si cette enquête a été effectivement réalisée;

f) Le procès concernant le décès des ouvriers de l'exploitation agricole de San Juan del Horizonte (A/50/482, annexe, par. 65) a été au point mort pendant des mois; à la suite de quoi, les chefs de la police qui avaient procédé à leur expulsion ont de nouveau été appelés à comparaître. Le 11 novembre, une ordonnance de mise en détention préventive a été rendue contre un haut responsable de la police nationale. Deux officiers ont refusé de comparaître. Le nouveau Procureur a permis de relancer l'enquête;

g) Le procès concernant l'assassinat de Manuel Saquic Vásquez (A/50/482, annexe, par. 33 et 34) est au point mort depuis le 9 août, date à laquelle la juge chargée de l'affaire a ordonné l'arrestation de l'ancien commissaire militaire présumé coupable du meurtre. Les efforts déployés par la police pour procéder à son arrestation ont été vains. En novembre, des membres de la famille de l'accusé ont déposé une plainte faisant état de sa disparition forcée auprès de la police et du Procureur.

5. Droits politiques

44. Conformément à son mandat, la Mission a veillé attentivement au bon exercice des droits politiques durant la campagne et les élections, tandis que d'autres entités internationales ont été chargées d'observer l'ensemble du processus électoral et de se prononcer sur celui-ci.

45. Selon les missions d'observation électorale, les élections se sont déroulées normalement (voir par. 17); la Mission n'a reçu aucune plainte concernant des violations de droits spécifiquement politiques, bien que des manifestations de violence aient été signalées à l'égard de personnes qui menaient une activité politique dans le cadre de la campagne. La suspension unilatérale des activités offensives de l'URNG, du 1er au 12 novembre et du 24 décembre 1995 au 8 janvier 1996, de même que l'appel incitant la population à voter au premier tour, ont contribué à l'exercice normal des droits politiques.

46. Le taux d'abstention montre que l'exercice du droit de vote est limité. La participation a atteint 47 % des inscrits sur les listes électorales, chiffre supérieur à celui des élections de 1994 mais inférieur à celui du premier tour de 1990. Au deuxième tour, la participation n'était plus que de 37 %. En outre, 29 % de la population en âge de voter n'est pas inscrite sur les listes, très souvent faute de pièces d'identité (A/50/482, annexe, par. 69 à 72), problème qui devrait être en partie réglé par la loi sur la délivrance de documents d'identité aux personnes déplacées qui a été promulguée le 25 novembre 1995.

47. La Mission suit de près l'évolution du projet de réforme de la loi du 5 avril 1994 sur les élections et les partis politiques, car les mesures envisagées pourraient lever les obstacles qui, selon la mission de vérification, s'opposent au plein exercice des droits politiques, et pourraient accroître la participation des citoyens. Le projet prévoit l'établissement d'un document d'identité unique délivré par le Tribunal électoral suprême, étend les attributions du Tribunal pour ce qui est de l'inscription sur les listes et de l'information des citoyens et augmente le nombre de centres de vote "en tenant compte de la densité de la population et des distances".

6. Liberté d'expression

48. Au cours de la période couverte par le rapport, la Mission a reçu deux plaintes de graves violations de la liberté d'expression. Le climat général de violence et d'intimidation nuit à l'exercice du journalisme et à la libre expression. Outre l'affaire présentée ci-après, la Mission vérifie actuellement des plaintes selon lesquelles le quotidien Siglo Veintiuno aurait été mis sur écoute téléphoniques.

Affaire No 1

49. Le 3 septembre, des inconnus ont pénétré dans les locaux du Centre extérieur d'information sur le Guatemala (CERIGUA). Le vol de l'ordinateur qui contenait la base de données de l'agence et la liste de ses abonnés, alors que divers objets de valeur n'ont pas été touchés, tendrait à prouver la motivation politique de cette affaire. Le siège du Centre a été surveillé avant et après les faits. L'enquête officielle est bloquée. La police a procédé à quelques vérifications techniques, mais le ministère public n'a pas manifesté la volonté d'éclaircir cette affaire.

7. Liberté de circulation

50. Au cours de la période considérée, deux plaintes contre l'URNG ont été reçues pour violation de ce droit. La Mission a été informée d'autres affaires dans lesquelles la guérilla a occupé des villages à des fins de propagande et a imposé des restrictions à la circulation des véhicules et des personnes.

8. Liberté d'association

51. La Mission a reçu neuf plaintes relatives à des violations du droit à la liberté d'association. L'enquête a révélé que des organisations non gouvernementales faisaient l'objet de harcèlements (voir par. 34 et 78) et que l'existence de conflits entre les pouvoirs publics et les syndicats risquait dans certains cas de menacer le droit à la liberté syndicale.

Engagement II. Renforcement des instances chargées de la protection des droits de l'homme

Pouvoir judiciaire et ministère public

52. Des juges et des procureurs ont à nouveau fait l'objet de tentatives d'intimidation et de menaces. Cette situation est d'autant plus grave que des

/...

représentants de l'État, en particulier des membres de l'armée et de la police nationale, sont parfois impliqués.

53. Le Gouvernement n'a pas mis en oeuvre de politique globale efficace, tant en matière de prévention que d'enquête, pour renforcer les fonctions de protection des droits de l'homme qui incombent au pouvoir judiciaire et au ministère public.

54. La Mission s'est inquiétée des plaintes du Procureur général dénonçant la pression exercée par le Gouvernement pour retarder l'enquête sur les affaires dans lesquelles des responsables de l'armée et un haut fonctionnaire du Gouvernement sont impliqués. Par la suite, le Procureur général a fait état de nouvelles filatures, tentatives d'intimidation et menaces de mort.

Procureur chargé des droits de l'homme

55. Au cours de la période considérée, les pouvoirs publics ont continué à faire fi des demandes de renseignements et des recommandations du Procureur chargé des droits de l'homme. Selon ce dernier, l'enquête sur les plaintes est retardée, voire paralysée, en raison du manque de collaboration des autorités, en particulier du pouvoir judiciaire, du ministère public et de la police nationale. Toutefois, la Mission s'est félicitée que, sur la base des recommandations du Procureur relatives à la destitution d'agents de la police, la direction de la police nationale ait pris, dans l'ensemble, les mesures appropriées.

Engagement III. Action contre l'impunité

56. Le processus de vérification a montré que le problème de l'impunité persiste et qu'aucun plan de grande envergure n'a été élaboré ou appliqué pour y remédier. Toutefois, la nécessité de combattre l'impunité est de plus en plus largement reconnue, comme en témoignent les faits positifs suivants :

a) Les rencontres périodiques qui ont lieu entre le Président de la République, le Président de la Cour suprême et le Président du Congrès pour étudier les moyens de lutter contre l'impunité montrent l'intérêt des plus hautes autorités de l'État pour la question;

b) La communication sur les disparitions forcées que le pouvoir exécutif adresse au Congrès de la Convention interaméricaine, l'accord gouvernemental portant sur la démobilisation des commissaires militaires et l'adoption par le Congrès de la loi qui prévoit la dissolution définitive de ce corps d'armée;

c) Certaines améliorations récentes et localisées de la coordination entre le ministère public et la police nationale, en particulier dans les zones rurales, qui ont permis de faire avancer considérablement les enquêtes sur des affaires graves;

d) Les progrès réalisés dans certaines enquêtes qui stagnaient depuis des mois et la mise en place d'un comité de coordination entre le ministère public et la Mission pour traiter notamment des cas qui, selon la Mission, posent problème.

/...

57. La population continue à se montrer méfiante à l'égard de l'administration de la justice en général. L'absence de garanties en ce qui concerne la sécurité des personnes et l'impunité des auteurs de délits graves favorisent la "justice privée" et les opérations de "nettoyage social".

58. Selon la Mission, l'une des principales causes du dysfonctionnement de la justice est le manque de coordination entre le ministère public, la police nationale et l'appareil judiciaire, pour la conduite des enquêtes et des poursuites judiciaires.

59. Bien que le nouveau Code de procédure pénale établisse l'obligation pour le ministère public de prendre toutes les mesures pertinentes pour déterminer l'existence d'un fait illicite, on a constaté que très souvent, à la suite de plaintes concernant de graves violations des droits de l'homme qui doivent faire d'office l'objet de poursuites, cette institution n'agit que si elle y est sollicitée. La tâche des procureurs est entravée par : a) les menaces qui vont jusqu'à mettre leur vie en péril, surtout lorsque les présumés coupables sont des militaires ou jouissent d'un fort pouvoir économique; b) le manque de moyens logistiques que certains invoquent, parfois à raison, pour justifier leur inaction; c) des pouvoirs trop limités; et d) la corruption.

60. Nombreux sont les juges qui exercent leur métier conformément à la loi et à l'éthique de la magistrature. Pourtant, s'agissant du droit à une procédure régulière, la Mission a constaté à maintes reprises l'existence d'actes de procédure qui favorisent l'impunité et qui ne sont pas sanctionnés (voir par. 41 et 42). En outre, la Mission déplore que des dossiers concernant des agents de l'État aient été perdus et que des sanctions adéquates n'aient donc pu être prises. Certains juges persistent à suivre les anciennes procédures d'enquête et sont réticents à accepter le nouveau rôle du ministère public en matière d'enquête pénale, ce qui entrave l'application du nouveau Code de procédure pénale et aggrave la méfiance à l'égard de l'efficacité du système judiciaire.

61. En raison de son dysfonctionnement et de la persistance des problèmes évoqués dans les rapports précédents (voir par. 68 et suivants), la police nationale continue de ne pas inspirer confiance à la population.

62. La vérification a mis en lumière de nouvelles affaires dans lesquelles l'armée protège certains de ses éléments impliqués dans des délits.

Affaire No 1

63. Le 12 août, un militaire a tiré sur une femme à Joyabaj (Quiché); il devait être arrêté quelques heures plus tard par la police. Bien que le juge de paix ait estimé que les lésions étaient extrêmement graves (la victime a dû subir l'ablation d'un rein et souffre de lésions à l'intestin), le juge militaire a qualifié les blessures de légères. La famille de la victime a été convoquée à la base militaire où on lui a proposé, pour étouffer l'affaire, une somme d'argent que lui verserait l'épouse du suspect. Devant le refus des membres de la famille, un militaire les a menacés à plusieurs reprises de son arme. Après une seconde offre d'argent, approuvée par un procureur auxiliaire, la victime a renoncé à porter plainte et a accepté la somme proposée, expliquant qu'elle en avait besoin pour se procurer des médicaments. L'agresseur a été laissé en

/...

liberté alors qu'il s'agissait d'un délit pénal. L'armée s'est contentée de le condamner à deux mois de prison parce qu'il s'était absenté de sa caserne, était en état d'ébriété et avait fait un "mauvais usage de son arme".

64. Au cours de la même période, on a enregistré de nouvelles plaintes de responsables militaires qui accusaient des organisations de défense des droits de l'homme, des réfugiés et même la Mission d'être favorables à l'URNG. Ces allégations, loin de contribuer à la paix et à la réconciliation, font naître la peur et la méfiance qui peuvent être à l'origine d'événements aussi déplorables que celui de Xamán. C'est ainsi que l'armée a mené une enquête confidentielle auprès de responsables communautaires de la province de Ixcán, leur demandant si les organisations non gouvernementales étaient favorables à des groupes d'opposition à l'État. Le questionnaire offrait seulement deux possibilités de réponse : a) "oui" ou b) "j'en ai entendu parler". Il était précisé qu'il ne devait pas être fait mention de l'enquête à la MINUGUA.

65. La démobilisation des commissaires militaires ne s'est pas déroulée comme prévu, en particulier dans les régions les plus isolées, le Gouvernement n'ayant pas suffisamment diffusé l'annonce de démobilisation et les commissaires étant résolus à conserver leurs pouvoirs. La Mission a constaté que les commissaires gardaient parfois leurs pouvoirs et leurs armes, et que le processus de "désarmement" était entravé par les autorités militaires, qui prétendaient que les pouvoirs des anciens commissaires étaient valables. Par ailleurs, la Mission a reçu de nouvelles plaintes concernant des violations des droits de l'homme par ces mêmes commissaires (voir par. 34).

66. On a continué à recevoir des plaintes contre des membres des CVDC au sujet de délits pénaux qui n'ont pas été dénoncés par les victimes ou examinés par les autorités. Certains mandats d'arrêt ne sont pas exécutés, comme dans le cas des patrulleros de Las Majadas, responsables de la disparition et de la mort de deux citoyens américains en avril 1985 (voir par. 89).

Action visant à considérer les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées comme des crimes contre l'humanité

67. Le 1er septembre, le Gouvernement a remis au Congrès, pour étude et approbation, la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes. Il s'agit d'une étape importante en ce qui concerne l'engagement visant à encourager la communauté internationale à reconnaître que les disparitions forcées constituent des crimes contre l'humanité. La Mission n'a reçu aucun élément nouveau sur la reconnaissance des exécutions extrajudiciaires comme un délit de même nature (Accord général, sect. III, par. 2).

Engagement IV. Pas de forces de sécurité illégales ni d'appareils clandestins : engagement de poursuivre l'épuration et la professionnalisation des organes de sécurité; réglementation du port d'armes à feu

68. Dans son premier rapport (A/49/856 et Corr.1, annexe, par. 174), la Mission a souligné que la professionnalisation de la police exigeait la mise en place d'un programme de sécurité publique dans lequel les fonctions de la police seraient séparées de celles de l'armée. En raison de l'insuffisance des ressources à la disposition des forces de sécurité, il a fallu faire appel à

/...

l'armée et à la police militaire mobile pour assurer des postes d'observation et des patrouilles de prévention. En outre, aucune qualification minimale et aucune formation ne sont exigées pour entrer dans la police ou être promu.

69. En rappelant à leurs fonctionnaires qu'ils doivent recourir le moins possible à la force, le Ministère de l'intérieur et le Directeur de la police nationale ont obtenu que, dans les activités liées au maintien de l'ordre lors de manifestations publiques ou d'expulsions, l'intégrité physique des personnes soit davantage respectée.

70. Sur la base des rapports de la Commission disciplinaire de la police nationale, près de 530 policiers ont été assignés à comparaître cette année devant les tribunaux, dont 28 pour homicide ou assassinat et 55 pour vol. Toutefois, l'épuration de la police n'a pas entraîné de poursuites pénales contre les agents impliqués dans des délits. Selon la police nationale, 68 de ses membres n'ont pu être mis à pied en raison de l'inaction du Tribunal du travail et de la prévoyance sociale.

71. Les affaires de corruption et l'implication d'agents dans des délits entachent sérieusement l'image et l'action de la police. Des policiers, y compris des gradés, qui possèdent des antécédents judiciaires, ont souvent des contacts avec des organisations criminelles ou y sont même affiliés.

Affaire No 1

72. Le 20 août, alors qu'elles sortaient de l'aéroport international, deux touristes colombiennes ont été séquestrées, violées et dépouillées de leurs biens. Elles ont déposé plainte et des membres d'une bande qui opère dans cette zone, parmi lesquels se trouvait un policier, ont été arrêtés. D'autres cas similaires ont été signalés les semaines suivantes sans que l'on puisse mettre fin à ces agissements.

73. Au cours de la période considérée, le nombre d'armes saisies par la police a considérablement augmenté. Officiellement, toutefois, près de 37 000 armes à feu ont été vendues au cours de la même année. Si l'on considère, toujours selon les données officielles, que la police en a saisi près de 2 000 au cours de la même période, le nombre d'armes aux mains de particuliers a augmenté de plus de 34 000, alors que pas plus de 5 000 autorisations de port d'armes étaient délivrées. La situation ne s'est guère améliorée puisque le ministère public évalue à près de 250 000 le nombre d'armes entre les mains de particuliers. Aucun plan policier ne portera ses fruits si des efforts supplémentaires ne sont pas faits pour contrôler et réglementer la vente des armes à feu et restreindre le port d'armes. Le projet de loi, que le Département du contrôle des armes et des munitions du Ministère de la défense a élaboré pour renforcer la réglementation de la vente d'armes entre particuliers, est insuffisant face à une législation trop laxiste.

Engagement V. Garanties de la liberté de réunion et du droit de circuler librement

74. Cet engagement comprend trois aspects : a) le caractère volontaire de l'appartenance aux CVDC; b) les violations des droits de l'homme commises par

/...

des membres de ces comités; et c) la création de nouveaux CVDC. L'Accord général donne au Procureur chargé des droits de l'homme un rôle crucial dans la vérification des deux premiers aspects, et la Mission s'en remet donc à ses décisions.

75. La Mission estime que le Gouvernement a honoré l'engagement unilatéral de ne pas encourager la création de nouveaux CVDC. Toutefois, elle est préoccupée par la nouvelle de la création d'autres organismes qui rempliraient des fonctions similaires, ainsi que par la propagande en faveur des patrouilles de civils et l'entraînement au tir que l'armée leur fournirait parfois.

76. La Mission a appris que des maires et des membres de CVDC avaient demandé le démantèlement volontaire de ces derniers. Selon les rapports du Procureur chargé des droits de l'homme, trois CVDC ont effectivement été démantelés au cours de la période considérée dans les régions de Tezulutlán, Sayazche et Petén. Pendant l'année, neuf demandes ont été présentées, quatre se sont concrétisées, entraînant la démobilisation de 500 patrulleros. Dans d'autres cas, l'armée est intervenue pour empêcher le démantèlement. Certains CVDC se sont démantelés de manière spontanée, en remettant simplement leurs armes aux autorités militaires, comme cela s'est produit le 23 novembre à Huehuetenango pour le CVDC "Las Majadas".

Engagement VI. Conscription militaire

77. Bien que le recrutement forcé ait pratiquement cessé, la Mission a reçu pendant la période à l'étude cinq plaintes qui ont permis après vérification de constater quelques irrégularités, mais sans qu'il y ait eu recrutement forcé. Il a pu être établi qu'avant leur démobilisation, des commissaires militaires avaient convoqué des jeunes dans des garnisons pour essayer de les convaincre de faire leur service militaire.

Engagement VII. Garanties et protection des personnes et entités qui oeuvrent à la protection des droits de l'homme

78. Au cours de la période considérée, des cas de menaces et d'intimidation de la part d'inconnus à l'encontre de défenseurs des droits de l'homme : effractions ou envoi de lettres anonymes. D'autres cas ont mis en cause des membres des CVDC. Outre l'incident de Santa Barbara (voir par. 34), l'affaire de l'ONG portant le nom de "Pueblos Unidos" constitue un autre exemple : des inconnus ont pénétré par effraction dans les locaux du siège et ont fouillé dans les archives sans emporter aucun objet de valeur.

Engagement VIII. Indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme et/ou assistance à ces personnes

79. Le Gouvernement a fait savoir que le Fonds national pour la paix était essentiellement chargé de l'exécution de cet engagement. La Mission se félicite de cet effort, mais rappelle que le respect strict de l'engagement exige un plan d'action comprenant l'identification appropriée des catégories de victimes ainsi que des mesures et de programmes d'aide et d'indemnisation.

Engagement IX. Droits de l'homme et affrontement armé interne

80. Dans les mois qui ont précédé la suspension des activités offensives (voir par. 45), l'URNG a enregistré une augmentation relative du nombre d'affrontements armés, harcèlements, occupations de postes de police et de villages à des fins de propagande, lesquels se sont parfois révélés dangereux pour la population civile qui se trouvait sur la trajectoire des coups de feu ou en raison de la proximité des unités militaires de centres de peuplement.

81. La Mission a exprimé à l'armée la préoccupation que lui inspire l'installation de nouveaux détachements dans des centres de peuplement en raison du risque que cela comporte pour la population civile, mais elle s'est félicitée du retrait de la garde stationnée à la centrale électrique de Fray Bartolomé de las Casas, Alta Verapaz, ainsi que de l'engagement de l'URNG de ne plus considérer cette centrale comme un objectif militaire. La garnison de Guinales, Sololá, dont certains membres auraient été impliqués dans des cas de violation des droits de l'homme, selon des plaintes en cours de vérification, a également été relevée. Par ailleurs, la Mission ayant exprimé des inquiétudes en raison d'une présence militaire inhabituelle dans les régions de San Juan Ostuncalco, Quetzaltenango et Santa Lucia la Reforma, il lui a été répondu qu'il ne s'agissait pas de détachements militaires permanents.

82. Au cours de la période considérée, la Mission a reçu 10 plaintes à la suite de menaces et de dommages causés à des propriétés en rapport avec la perception de l'"impôt de guerre" par l'URNG. Comme elle l'a déclaré publiquement et lors de réunions avec l'URNG, la Mission estime que ces actes constituent des violations de l'Accord général. Dans certains cas reconnus par l'URNG, on a constaté une atténuation des pressions et des menaces. Dans d'autres en cours de vérification à Petén, où les responsables rejettent l'autorité du Commandement, des menaces d'incendies de logements et d'attaques contre le bétail ont été proférées et certaines mises à exécution.

83. Même s'il pouvait être établi qu'il s'agit dans certains cas de simples affaires de délinquance, il ne fait aucun doute que l'existence de l'"impôt de guerre" contribue à l'insécurité des citoyens, favorise l'aggravation de la délinquance et limite, dans certains cas, l'action de la police. En renonçant à cette pratique, l'UNRG contribuerait donc de manière positive à la lutte contre l'impunité.

84. Quatre nouveaux accidents ont été provoqués par des mines et ont fait deux morts et trois blessés parmi la population civile. Dans ce contexte, il convient de mentionner le décret 60-95 du 17 août dernier, qui prévoit le nettoyage des mines et autres engins explosifs dans les zones de réinstallation de réfugiés. Les pourparlers avec l'URNG ont progressé à cet égard pendant la période à l'étude.

85. S'agissant de l'engagement de respecter les droits fondamentaux des blessés et des prisonniers, ainsi que de la décision de l'armée d'informer la MINUGUA en cas de morts, de blessés ou de prisonniers parmi les membres de l'URNG, la Mission a reçu deux plaintes à la suite du décès de deux guérilleros. Dans les deux cas, les cadavres ont été inhumés sans que la Mission soit informée (voir par. 42).

Participation de mineurs

86. À l'occasion de la vérification des faits qui se sont produits à Xaman, on a constaté la présence d'un mineur parmi les appelés du contingent, ce qui est contraire à la loi nationale et à la Convention relative aux droits de l'enfant. La Mission a demandé à l'URNG des renseignements sur le recrutement et la participation de mineurs.

Personnes déplacées, réfugiés et rapatriés

87. La tragédie de Xaman (voir par. 25 à 32) qui a frappé une communauté pacifique constitue sans aucun doute l'événement le plus douloureux depuis l'enclenchement du processus de retour des réfugiés guatémaltèques. Par ailleurs, le 16 décembre, deux mineurs d'un camp de rapatriés de Cantabal ont été touchés par des coups de feu dont l'origine n'a pu être établie et qui ont entraîné la mort de Magdalena Caal Coc, âgée de 9 ans, et blessé Santiago Quix Caal, âgé de 11 ans. Après la vérification, un affrontement entre l'armée et l'URNG, à proximité de l'endroit où se trouvaient les enfants, serait à l'origine de ces coups de feu. Les organismes nationaux n'ont pas effectué l'enquête indispensable pour tirer cette affaire au clair.

88. La Mission et le HCR favorisent le dialogue entre les rapatriés et les militaires. À Ixcán, Petén et Huehuetenango, des accords officieux reflétant l'esprit des Accords du 18 octobre 1992 (voir par. 26) ont été conclus entre l'armée et les populations rapatriées. Par ailleurs, le HCR et la Mission ont entrepris, à la demande de l'armée, de préparer à l'intention des responsables, des cours sur le processus de retour, les droits des rapatriés et les droits de l'homme en général.

89. En ce qui concerne l'impunité observée dans la Zone de Reina del Ixcán, Quiché, où se sont produits de multiples cas graves de violations des droits de l'homme, notamment à l'encontre de membres des communautés de rapatriés, comme cela avait été signalé dans les rapports précédents, l'ordre d'arrêter les responsables, qui sont d'anciens commissaires militaires, des membres des comités volontaires de défense civile (CVDC), des adjoints municipaux et d'autres personnes dirigées par un civil, n'a toujours pas été exécuté (A/50/482, annexe, par. 152).

IV. RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS, COOPÉRATION INTERNATIONALE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE, PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME ET ÉDUCATION EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

A. Renforcement des institutions

90. Dans le cadre de l'Accord général, le renforcement des organismes nationaux de protection des droits de l'homme, ajouté à la vérification, joue désormais un rôle décisif dans le respect de ces droits. La stratégie qui consiste à améliorer le fonctionnement du système judiciaire au moyen de projets produisant rapidement des effets a permis de trouver des solutions institutionnelles. L'Unité conjointe MINUGUA/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été créée en janvier 1995 dans le cadre de cette stratégie et des

/...

accords de coopération technique ont été signés avec le ministère public (février 1995), la Cour suprême de justice (août 1995) et le Procureur chargé des droits de l'homme (septembre 1995).

Appareil judiciaire

91. Sur la base de l'accord-cadre signé avec l'Appareil judiciaire (A/50/482, annexe, par. 157), une assistance a été fournie à l'École de la magistrature afin de faciliter l'adoption de critères objectifs pour la sélection des candidats à une carrière juridique grâce à un programme intensif de formation de juges et de magistrats. En outre, en collaboration avec la Cour suprême de justice et les autorités nationales, un projet pilote d'informatisation sera mis en place dans 12 juridictions, qui échangeront avec divers organismes, des informations sur la gestion des affaires, la doctrine et la jurisprudence, afin d'accélérer l'examen des dossiers et d'améliorer la qualité technique des décisions de justice.

Service public de défense pénale

92. La coopération a commencé avec la création d'une Unité d'assistance technique composée de trois consultants internationaux et des directeurs du Service de la défense. Vingt-huit avocats reçoivent actuellement une assistance et une formation à la gestion des dossiers ainsi qu'une formation à l'utilisation du nouveau code de procédure pénale, lequel servira à établir le manuel destiné aux avocats de la défense. Compte tenu de la capacité limitée dont dispose actuellement le Service, la clause qui prévoit son expansion est importante; la première phase consistera à évaluer le fonctionnement de l'institution, et son exécution exigera un engagement ferme de la part des autorités nationales.

Ministère de l'intérieur

93. Avec l'appui du Gouvernement vénézuélien, la Mission a coopéré au renforcement des liens entre la police nationale et le ministère public en matière d'enquêtes criminelles grâce au concours de deux experts qui, pendant quatre mois, ont accompagné la police et les procureurs; le rapport final établi par ces derniers a mis en lumière trois problèmes majeurs : a) les lacunes profondes, notamment en matière de ressources humaines et matérielles, qui empêchent de procéder à une enquête criminelle de qualité sur les plans technique, scientifique et professionnel; b) le chevauchement des efforts qui, faute de coordination et d'orientation dans le secteur juridique, nuit à l'enquête; et c) la dispersion des moyens scientifiques d'examen des éléments de preuve dans le cas de poursuites pénales entre des entités aussi diverses que la police nationale, l'Université de San Carlos, l'appareil judiciaire ou le ministère public, ce qui pose de sérieux problèmes de coordination, d'analyse et de contrôle des moyens de preuve.

94. En outre, il a été suggéré à la police nationale d'opter, dans un premier temps, pour un système de roulement harmonisé avec celui du ministère public, afin de remédier au manque de coordination des institutions et d'assurer un minimum de contrôle et de suivi à l'enquête.

95. La Mission note que le contrôle judiciaire de l'exécution de la sentence par les juges spécialement affectés à cette tâche se trouve affaibli du fait qu'il n'existe que deux juridictions de ce type. Cette absence d'un contrôle efficace des conditions d'exécution de la sentence porte préjudice aux droits des condamnés, et constitue un manquement à la protection juridique obligatoire à laquelle ils ont droit.

96. Pour appuyer l'élaboration et l'application d'une nouvelle politique de lutte contre la criminalité (A/49/929, annexe, par. 149), un ensemble de mesures ont été prises en vue d'améliorer le système pénitentiaire après avoir défini les grandes lignes des méthodes d'analyse qui permettraient d'en bien connaître les insuffisances. Par ailleurs, il est indispensable d'énoncer les principes fondamentaux d'une loi pénitentiaire qui définirait des normes raisonnables pour le traitement des accusés et des condamnés dans le respect de leurs droits.

Ministère public

97. L'accord passé avec le ministère public a été prorogé et élargi le 10 octobre pour une période supplémentaire de six mois (A/50/482, annexe, par. 159). Parmi les nouvelles activités figurent l'assistance au Procureur général pour l'élaboration d'instructions générales en vue de l'organisation technique du ministère public, la prestation d'une assistance au Conseil du ministère public pour élaborer des règlements, comme celui qui organise la carrière des magistrats du parquet.

98. L'assistance et la formation à la gestion des affaires ont dépassé l'objectif d'assistance qui était prévu pour la première période. Un programme a été mis au point pour remédier au manque de coordination avec la police nationale et au contrôle insuffisant que le ministère public exerce sur celle-ci. Pour surmonter cette faiblesse structurelle qui porte préjudice à l'efficacité de l'enquête, on aura recours à un système de roulement pour renforcer la responsabilité des institutions et à un système réglementé et contrôlé pour le suivi des affaires. En outre, le manuel du procureur qui est en cours d'élaboration contribuera à accélérer le déroulement de l'action pénale.

99. La Mission se félicite de la volonté de coopération dont ont fait preuve le Procureur général et les autres procureurs. L'augmentation du nombre de jugements oraux rendus en 1995 montre que le système judiciaire commence à disposer du dynamisme nécessaire à un fonctionnement régulier, au moins en ce qui concerne les délits de droit commun.

Procureur chargé des droits de l'homme

100. Avec la signature, le 11 septembre, de l'accord-cadre de coopération technique conclu avec le Procureur chargé des droits de l'homme, l'assistance technique sous forme d'accompagnement sur le terrain a pu être étendue à cet organisme, notamment sous forme d'accords spéciaux d'appui à la gestion administrative, au Département chargé d'enquêter sur les cas de violations des droits de l'homme et à la formation dans le cadre de l'assistance aux peuples autochtones. De plus, la Mission collabore aux activités de vérification et de renforcement par le biais du Comité de coordination MINUGUA/Procureur des droits

de l'homme. Dans le courant de l'année, la Mission a mené diverses activités en collaboration avec le Bureau du Procureur, y compris des ateliers et des séminaires de formation dans le domaine de la vérification. Au cours du premier semestre de 1996, la Mission coopérera à une autre série de séminaires sur des questions ayant trait au droit international et aux méthodes d'enquête en cas de plaintes dénonçant des violations des droits de l'homme.

Commission présidentielle des droits de l'homme

101. Conformément à l'Accord général, la Mission a coopéré dès septembre 1995 avec la COPREDEH pour mieux faire connaître les droits de l'homme, notamment parmi les employés et dans les écoles publiques.

Organisations non gouvernementales

102. Le diagnostic sur les organisations non gouvernementales qui a été établi dans le cadre de l'Unité conjointe a permis, dans un premier temps, de dresser une liste complète de ces organisations au Guatemala. Ce diagnostic permettra aussi de définir plus précisément les activités destinées à renforcer ce secteur, à appuyer sa capacité technique en cas de litige judiciaire et aussi en matière de gestion administrative et financière.

103. La Mission reste constamment en rapport avec les ONG et participe à diverses rencontres sur des thèmes d'intérêt commun. Faisant suite à la déclaration d'intention conclue entre la Mission et l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH), un atelier sur l'application des règles internationales en matière de défense des droits de l'homme a été organisé avec la participation de diverses organisations non gouvernementales.

Projets d'exécution régionale : accès à la justice

104. La difficulté d'accès de la population guatémaltèque, notamment des communautés autochtones, au système judiciaire, constitue un sérieux obstacle au respect des droits de l'homme. C'est cette situation d'inégalité qui a conduit à reconnaître dans l'Accord autochtone la nécessité de promouvoir une défense efficace de leurs droits en créant des services de défense des populations autochtones et des services d'assistance juridique, compte tenu des coutumes qui constituent leur droit interne. Pour renforcer la sécurité juridique, le Gouvernement s'engage à promouvoir auprès des organes législatifs et avec la participation des organisations autochtones, des normes juridiques dans lesquelles la légitimité des règles traditionnelles serait reconnue. Compte tenu de la pluralité culturelle et linguistique du Guatemala, le Code de procédure pénale prévoit l'obligation pour l'État de faciliter l'accès à la justice en fournissant des interprètes.

105. Pour faciliter l'accès de toute la population à la justice, les bureaux régionaux organisent des rencontres entre tous les intervenants du système de justice pénale, élargissant ainsi le dialogue afin de trouver des solutions viables au fonctionnement de la justice au niveau local. Les projets pilotes réalisés dans les régions de Quetzaltenango, Petén et Quiché, ont pour objectif d'encourager les modèles les plus appropriés en matière de services d'assistance juridique et la constitution d'un réseau d'interprètes spécialisés dans le

domaine juridique. En coopération avec les autorités nationales et dans le cadre de l'Unité conjointe MINUGUA/PNUD, on envisage de fournir un appui à la mise en place d'un centre d'administration de la justice à Nebaj, Quiché, pour favoriser un rapprochement entre les services judiciaires et les populations autochtones.

B. Coopération internationale technique et financière

106. Les pays donateurs ont accueilli favorablement les activités du fonds d'affectation spéciale (A/49/929, annexe, par. 5). Leurs contributions témoignent de leur soutien à la stratégie de l'Organisation des Nations Unies mise en oeuvre dans le cadre de l'Unité conjointe MINUGUA/PNUD en ce qui concerne les priorités du renforcement des institutions. La concentration des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et les pays donateurs et une communauté de vues en ce qui concerne leurs priorités ont contribué au bon déroulement des programmes en 1995.

107. En ce qui concerne les activités prévues en 1995 et 1996, le montant des contributions (versées et/ou engagées) au titre de la coopération internationale pour la composante MINUGUA du fonds d'affectation spéciale atteignait 3,6 millions de dollars fin novembre 1995, grâce à l'aide du Danemark (200 000 dollars), des États-Unis (1 million de dollars), de la Norvège (1 million de dollars), des Pays-Bas (360 000 dollars) et de la Suède (1,074 million de dollars). Si l'on tient compte des moyens d'exécution provenant d'autres sources, le montant total du programme du fonds d'affectation spéciale s'est élevé à 4 millions de dollars en 1995. En outre, un accord a été signé avec le Programme danois en faveur des droits de l'homme en Amérique centrale (PRODECA), sur la base d'un financement conjoint de 205 000 dollars dont la gestion est confiée au PNUD dans le cadre de l'Unité conjointe.

108. Parmi les autres formes de contributions, il y a notamment lieu de noter l'envoi par le Gouvernement vénézuélien de deux enquêteurs pour le programme d'appui au renforcement de la police dans le domaine des enquêtes criminelles (voir par. 93); le 31 août, le Gouvernement danois a par ailleurs signé un accord avec la MINUGUA afin de concrétiser l'envoi de quatre cadres pour répondre aux besoins de personnel qualifié de la Mission; enfin, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait un don direct au Service public de défense pénale pour l'achat de matériel de bureau, et l'Union européenne a contribué aux activités d'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

C. Éducation et promotion

109. Mettant à profit le déploiement de la MINUGUA dans l'ensemble du pays, une stratégie décentralisée de l'éducation, adaptée à la diversité ethnique et sociale du pays a été arrêtée et a permis d'organiser 650 débats auxquels ont participé environ 45 000 personnes pour expliquer le mandat de la Mission. Dans le même temps, plus de 350 séminaires de formation dans le domaine des droits de l'homme ont été organisés à l'intention de plus de 15 000 personnes, des défenseurs des droits de l'homme et des représentants de l'État pour la plupart. Les efforts déployés pour informer des formateurs sur le contenu de l'Accord général ont été étendus à l'Accord relatif aux populations autochtones.

/...

110. Ces activités sont heurtées à des obstacles majeurs tels que l'analphabétisme et la méconnaissance du processus de paix, la confusion dans certains secteurs entre la protection des droits de l'homme et la protection de la délinquance et le manque de traducteurs pour les langues indigènes. On envisage, en 1996, d'intensifier la collaboration avec les organisations non gouvernementales et les organismes nationaux pour la formation de formateurs potentiels.

111. L'expérience acquise a permis de concevoir un vaste projet de diffusion et d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et des populations autochtones sous forme de vastes campagnes intégrées d'information et employant des moyens et diffusant des messages adaptés au contexte socio-économique et culturel de la population, une importance toute particulière étant accordée au caractère multi-ethnique du Guatemala. Les campagnes prévoient la diffusion de placards et d'affiches sur la voie publique et des annonces en langues espagnole et dialectes mayas à la radio et dans la presse. Une campagne radiophonique est prévue pour faire connaître le contenu de l'Accord autochtone dans 20 des langues du pays.

V. ACCORD RELATIF À L'IDENTITÉ ET AUX DROITS DES POPULATIONS AUTOCHTONES

112. En ce qui concerne l'adoption de mesures pour garantir le respect des droits des peuples autochtones, que la Mission a recommandé au Gouvernement (A/50/482, annexe, par. 178), il n'a pas été constaté de progrès majeurs. Le Gouvernement a pris des initiatives isolées pour expliquer la portée de l'Accord, mais il n'a pas cherché systématiquement à entrer en contact avec les communautés mayas membres de l'Assemblée de la société civile (ASC) en vue de la préparation de la constitution des commissions paritaires prévues dans l'Accord.

113. L'Accord prévoit que les communautés mayas de l'ASC regroupées dans la Coordination des organisations du peuple maya du Guatemala (COPMAGUA) doivent convoquer les organisations mayas, xincas et garifunas pour que ces dernières désignent leurs représentants au sein des commissions paritaires. Bien que le manque de ressources ait entravé les premières initiatives de la COPMAGUA, le processus de consultation a pu être lancé grâce à l'aide internationale. Diverses organisations autochtones ont reproduit le texte de l'Accord et ont pris des mesures pour le faire connaître aux responsables et aux communautés autochtones. Par ailleurs, des organisations de femmes mayas ont créé l'Organisation de défense de la femme maya, et cherchent à l'étendre aux femmes garifunas et xincas.

114. En vue d'intensifier les activités visant à faire connaître les institutions, à les vérifier et à les renforcer, la Mission a développé sa capacité technique; elle s'est assurée les services de nouveaux professionnels, au nombre desquels des autochtones, et recrute de nouveaux interprètes autochtones locaux.

VI. CONCLUSIONS POUR LA PÉRIODE ALLANT
DU 21 AOÛT AU 31 DÉCEMBRE 1995

115. Au cours de la période considérée, malgré quelques progrès qui méritent d'être signalés, la situation générale est restée préoccupante du fait des violations multiples des droits de l'homme, de la persistance de l'impunité, et, surtout, d'une insécurité urbaine croissante due à des actes délictueux que l'État ne réprime pas.

116. La tragédie de Xamán (voir par. 25 à 32) a été l'incident le plus grave depuis la création de la Mission. Ce qui s'est produit témoigne de l'existence d'une culture d'intolérance, alimentée par des décennies d'affrontement armé et par un discours pernicieux, qui identifie certains secteurs de la société civile à l'URNG, ce qui risque de conduire à d'autres situations extrêmes. La Mission tient à souligner la réaction du Président Ramiro de León qui, immédiatement après les faits, assumant ses responsabilités de chef d'État, a accepté la démission du Ministre de la défense, a destitué le chef de la zone militaire, s'est rendu auprès de la population affectée et a proposé des mesures de réparation.

117. Les menaces et les intimidations dirigées contre des personnes et des organismes qui s'occupent de la défense des droits de l'homme se sont poursuivies : elles sont le fait de membres des CVDC et d'anciens commissaires militaires dans les zones rurales et de groupes non identifiés dans les zones urbaines.

118. La Mission n'a pas constaté de progrès décisifs en ce qui concerne le respect de l'engagement de lutter contre l'impunité. L'absence d'une coordination élémentaire entre les entités chargées d'enquêter sur les infractions et de les punir, l'absence d'une volonté institutionnelle d'enquêter sur les violations graves des droits de l'homme, la liberté dont continuent de jouir les associations illicites et la protection des militaires impliqués dans des infractions sont toujours la règle générale. Toutefois, on doit souligner quelques initiatives positives (voir par. 56).

119. Le taux élevé de la délinquance (voir par. 13) et le fait qu'il n'y ait ni prévention, ni répression de la part de l'État, ont créé une situation où les citoyens se trouvent sans défense et a aggravé leur manque de confiance envers les autorités chargées de la lutte contre la criminalité. Par suite de l'inaction de l'État, le port d'arme se répand chez les particuliers (voir par. 73), les groupes d'autodéfense prolifèrent, et les "opérations de nettoyage" et de "justice privée" contre les auteurs présumés d'infractions se multiplient (voir par. 57).

120. La Mission souligne comme éléments positifs : a) les réunions des présidents des trois pouvoirs de l'État, dans le cadre desquelles pourraient être jetées les bases d'une politique intégrale contre l'impunité; b) la remise de la Convention interaméricaine relative aux disparitions forcées à l'organisme législatif pour qu'il l'approuve; c) une meilleure attitude du ministère public dans certaines enquêtes qui piétinaient depuis des mois; d) le projet de restructuration des services centraux du ministère public au moyen d'un système

de roulement des procureurs; et e) un début d'amélioration, dans diverses localités, de la coordination entre le ministère public et la police nationale.

121. La Mission se félicite de la disparition de la fonction de commissaire militaire (voir par. 56), qu'elle considère comme un progrès important dans la lutte contre l'impunité. Cependant, elle a découvert des situations dans lesquelles d'anciens commissaires se sont rendus coupables d'abus en invoquant leur qualité de collaborateurs de l'armée.

122. Les réponses données par la Direction de la police nationale aux décisions du Procureur chargé des droits de l'homme, concernant la révocation des agents impliqués dans des violations, ont été un progrès partiel dans l'exécution de l'engagement d'épurer et de professionnaliser les forces de sécurité et un exemple de respect de la fonction du Procureur.

123. La Mission n'a pas reçu de plaintes relatives à des violations des droits politiques à l'occasion des élections. Toutefois, le niveau élevé d'abstentions montre que l'exercice du droit de vote a été limité, ce qui a été aggravé, en outre, par l'exclusion de près d'un tiers de la population adulte des listes électorales.

124. La Mission n'a pas reçu de plaintes concernant des violations de la liberté de mouvement, mais elle a appris que le mouvement des personnes avait été entravé pendant certaines actions de propagande de l'URNG.

125. Il a été porté atteinte à la liberté d'expression à l'occasion de quelques incidents préoccupants, notamment les actions dirigées contre deux organes de presse (voir par. 48 et 49).

126. L'URNG s'est efforcée de respecter l'engagement de mettre un terme aux souffrances de la population civile en planifiant mieux ses actions militaires. Ce progrès a été favorisé par l'attitude prudente de l'armée à cet égard.

127. La Mission estime que l'inhumation de guérilleros sans que l'armée en ait informé la Mission, comme elle doit le faire conformément à l'accord consistant à faire savoir à la Mission que des membres de l'URNG ont été tués, blessés ou faits prisonniers, et sans que la justice ait pu déterminer si la mort avait eu lieu pendant le combat, sont des éléments qui contribuent à faire peser des doutes sur le respect de l'engagement faisant l'objet du chapitre IX de l'Accord général (voir par. 85).

128. Au cours de la dernière période, l'URNG a continué de se rendre coupable de violations de l'Accord général en recourant à des menaces pour prélever le soi-disant "impôt de guerre" (voir par. 83).

129. La Mission se félicite de l'adoption de la loi relative aux papiers d'identité de la population déplacée (voir par. 46), dont elle étudie les effets sur la situation difficile des personnes visées.

VII. PREMIÈRE ANNÉE DE VÉRIFICATION INTERNATIONALE
(21 NOVEMBRE 1994-31 DÉCEMBRE 1995) :
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

130. La Mission, dont la présence a été demandée par les parties en tant que "composante de la vérification générale de l'Accord de paix solide et durable" (Accord général, chap. X, par. 2), a rempli sa mission de vérification dans tout le territoire du Guatemala par l'intermédiaire de 13 bureaux régionaux et avec l'aide d'équipes d'observateurs, civils et policiers, des droits de l'homme et d'officiers de liaison de l'armée en procédant comme indiqué dans le manuel de la MINUGUA sur les méthodes de vérification du respect des droits de l'homme (voir A/49/856, annexe, par. 5). Les conclusions et recommandations qui suivent sont le résultat de la vérification du respect des droits de l'homme et des engagements pris par les parties aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala, effectuée entre le 21 novembre 1994 et le 31 décembre 1995. Le résultat de cette vérification est détaillé dans le présent rapport et dans les trois rapports qui ont été précédemment soumis à l'Assemblée générale (A/49/856 et Corr.1, A/49/929 et A/50/482).

131. La Mission doit vérifier le respect des droits de l'homme, auxquels le Gouvernement a réaffirmé son adhésion au chapitre I de l'Accord général, en accordant une attention particulière aux droits à la vie, à l'intégrité et à la sécurité de la personne, à la liberté de la personne, au droit au respect de la légalité, à la liberté d'expression, de mouvement et d'association et aux droits politiques. Elle doit également vérifier le respect par les parties des autres engagements qu'elles ont pris en signant l'Accord. Bien que la majorité de ces engagements concernent exclusivement le gouvernement, l'URNG, en plus d'avoir reconnu la nécessité de mettre fin aux souffrances de la population civile et de respecter les droits fondamentaux des blessés, des prisonniers et des non-combattants, s'est également engagée "à respecter les attributs de la personne humaine et à contribuer à la jouissance effective des droits de l'homme" (voir A/48/928, annexe I, préambule).

A. Respect des droits jugés prioritaires dans l'Accord

132. Au cours de la première année de vérification, la Mission a reçu plus de 7 700 plaintes, dont 1 567 ont été jugées recevables (voir appendice, tableau 1). Sur les plaintes retenues, 1 078 ont été classées (68,7 %); l'existence des violations a été constatée dans 43,2 % des cas, qui ont fait 3 161 victimes^a. Sur le nombre total de violations confirmées, 64,2 % concernent le droit à la vie, à l'intégrité et à la liberté de la personne (voir appendice, tableau 2) et la responsabilité en a été attribuée à des agents de la police nationale dans 24,5 % des cas, à des commissaires militaires dans 17 % des cas, à des militaires dans 17 % des cas, à des membres des CVDC dans 15,1 %

^a Selon le Manuel de vérification, une affaire est classée lorsqu'on dispose d'éléments suffisants pour déterminer s'il y a eu violation ou non, quand il est établi que la plainte n'est pas fondée sur des faits véridiques ou ne relève pas de la Mission, et si, au bout d'un certain temps, on ne dispose toujours pas des renseignements nécessaires pour vérifier les faits. Dans ce cas, cependant, le dossier peut être rouvert.

des cas et à des membres de l'URNG dans 5,4 % des cas. Dans les affaires portant sur des violations de l'engagement relatif aux droits de l'homme et à l'affrontement armé interne, la responsabilité a été attribuée à l'URNG dans 92,5 % des cas et à l'armée dans 5 % des cas (dans une des affaires, il n'a pas été possible de déterminer la partie responsable).

133. Aux termes de l'Accord général [chap. X, par. 5 c)], la Mission doit "se prononcer sur l'existence ou non de violations des droits de l'homme, en se fondant sur les éléments d'appréciation qu'elle pourrait obtenir dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés" dans ledit Accord et "en prenant en considération les enquêtes menées par les organes constitutionnels compétents". Sur le nombre total d'affaires classées depuis sa création, dans 27,8 % des cas la Mission n'a pas pu réunir les éléments d'appréciation suffisants pour se prononcer sur l'existence ou non d'une violation. Cela témoigne de la difficulté qu'ont toujours les institutions à fonctionner et de l'incapacité des autorités d'enquêter sur les violations. Il est d'autant plus difficile de vérifier l'existence des violations signalées que les agents de l'État dissimulent les faits et que les victimes et les témoins ont peur de parler.

134. Droit à la vie. C'est celui auquel il est le plus porté atteinte, 23,2 % des plaintes que la Mission a vérifiées depuis sa création s'y rapportant. Cinq cent cinquante-cinq plaintes ont été jugées recevables; elles se répartissent comme suit : a) exécutions extrajudiciaires ou décès imputables à la violation des garanties prévues par la loi, qui sont restées impunies (25,9 %); b) tentatives d'exécutions extrajudiciaires (10,4 %); et c) menaces de mort (63,7 %), ce qui indique un fort climat d'intimidation.

135. Droit à l'intégrité de la personne. Le Gouvernement ne garantit pas ce droit de façon satisfaisante, vu que 37 % des plaintes vérifiées s'y rapportent. Au cours de la période, 411 plaintes ont été jugées recevables; elles se répartissent comme suit : a) torture (6,3 %), les mesures administratives prises contre certains agents impliqués dans ces affaires n'ont pas réussi à éliminer définitivement cette terrible pratique; b) traitements cruels, inhumains ou dégradants (19,2 %); c) usage excessif de la force (3,4 %); et d) menaces diverses (71,1 %).

136. Droit à la liberté individuelle. La Mission conclut que le Gouvernement ne garantit pas ce droit de façon satisfaisante. En effet, 14,2 % du total des violations vérifiées se rapportent à ce droit. Au cours de la période à l'examen, 142 plaintes ont été jugées recevables; elles se répartissent comme suit : a) détentions arbitraires ou en violation des garanties prévues par la loi (59,9 %); b) enlèvements (12,7 %); c) disparitions forcées (7,7 %); et d) cas de recrutement forcé, injuste ou discriminatoire (19,7 %).

137. Droit à une procédure régulière. La précarité de ce droit, qui est mise en évidence par la vérification, fait apparaître une situation quasi généralisée de déni de justice, qui procède non seulement de l'inefficacité structurelle, mais aussi du manque de volonté d'appliquer les règles de procédure. 16,7 % des plaintes vérifiées correspondent à ce droit. Deux cent quarante et une plaintes ont été jugées recevables; elles concernent les droits suivants : a) respect de la procédure (12,0 %); b) habeas corpus (6,6 %); et c) droit à la justice (81,4 %).

/...

138. Droit à la liberté d'expression. L'exercice de ce droit a été généralement respecté, mais il ressort des plaintes reçues qu'il n'est pas encore pleinement garanti.

139. Droit à la liberté d'association. Le Gouvernement n'a pas garanti ce droit de façon efficace, vu qu'il n'a pas réagi rapidement lorsque la liberté syndicale a été menacée.

140. Droit à la liberté de mouvement. La Mission a constaté que l'URNG avait violé ce droit dans certains cas.

141. Droits politiques. Sans préjuger de ce qui est indiqué au paragraphe 123, la Mission conclut que les droits à proprement parler politiques ont été respectés.

B. Respect des autres engagements souscrits dans l'Accord général

Engagement concernant le renforcement des instances chargées de la protection des droits de l'homme

142. De façon générale, le Gouvernement n'a pas prêté une attention suffisante aux demandes d'information et aux décisions du Procureur chargé des droits de l'homme, pas plus qu'il n'a lancé d'initiatives visant à améliorer les conditions techniques et matérielles dont ce dernier a besoin pour remplir sa fonction. Il n'a pas non plus pris de mesures pour remédier aux graves carences qui empêchent les organismes publics chargés de la surveillance des droits de l'homme d'agir efficacement et n'a pas réagi comme il aurait dû lorsque des agents de l'État ont menacé des juges et des procureurs ou ont fait pression sur eux, portant ainsi atteinte à leur autonomie et à leur liberté d'action. Tout cela constitue un non-respect de cet engagement.

Engagement contre l'impunité

143. La Mission conclut que le Gouvernement n'a pas patronné l'adoption de mesures pour empêcher les poursuites contre les responsables de violations des droits de l'homme et leur châtement, conformément à ce qui est prévu à la deuxième phrase du paragraphe 1 du chapitre III de l'Accord général, mais que, faute d'avoir adopté une politique intégrale pour "agir fermement contre l'impunité", comme il s'y est engagé, il n'a pas respecté cet engagement. La Mission conclut également qu'il n'a pas été donné suite efficacement à ses recommandations, puisqu'il n'a pas été observé que l'État avait agi énergiquement contre les éléments sur lesquels repose l'impunité, que la Mission avait signalés dans son premier rapport (A/49/856, annexe, par. 202), à savoir : a) fonctionnement defectueux de l'administration de la justice, du ministère public et des forces de sécurité chargées de prévenir et réprimer les délits; b) existence d'associations illicites liées au crime et à des intérêts économiques ou autres dont il se pourrait qu'ils comptent avec l'appui, la complicité ou la tolérance d'agents de l'État; c) autonomie dont jouit l'armée dans sa lutte contre les insurrections et la subversion, procédés qu'elle emploie dans ce cadre, et interprétation large de son mandat sur laquelle elle se fonde; d) contrôle qu'exercent les commissaires militaires et les CVDC sur

les communautés rurales; et e) prolifération et absence de contrôle des armes à feu en possession de particuliers.

144. La vérification du respect de cet engagement montre aussi qu'il n'a pas été remédié à l'absence d'une coordination adéquate entre le ministère public, la police nationale et le système judiciaire, que le ministère public n'a pas mis en pratique une politique disciplinaire, fondée sur le contrôle hiérarchique et l'application des mesures qui s'imposent lorsque des procureurs entravent le déroulement des enquêtes ou les mènent avec négligence, que la police nationale fonctionne toujours aussi mal, en particulier en ce qui concerne les enquêtes criminelles, en raison, notamment, de ses défauts structurels, du manque de moyens et du besoin de formation et de professionnalisation, et que les juges s'abstiennent d'intervenir dans les cas qui mettent en cause des agents de l'État sans faire l'objet des mesures disciplinaires voulues.

145. L'impunité tient aussi au fait que les victimes et les témoins ont peur de dénoncer les infractions et violations graves des droits de l'homme ou de collaborer aux enquêtes, ce qui témoigne du manque de confiance en la justice, qui est aussi une conséquence du non-respect par l'État de son obligation de garantir une protection à la victime.

146. La Mission se déclare à nouveau préoccupée par l'impunité dont jouissent les membres de l'armée impliqués dans des actes illicites, par les menaces dont font l'objet les juges et les procureurs de la part de militaires ou de personnes liées à l'armée, et par l'ingérence d'intérêts militaires dans la fonction juridictionnelle de l'État. Au cours de sa première année d'existence, la Mission a eu connaissance de cas dans lesquels l'armée a protégé des militaires impliqués dans des actes illicites. Le fait qu'il existe une juridiction spéciale pour juger les militaires cités à comparaître dans des procès concernant des infractions qui ne sont pas exclusivement militaires affecte l'impartialité et l'indépendance de la justice et aboutit à la situation dont il est question au paragraphe 3 du chapitre III de l'Accord général relatif aux droits de l'homme.

147. Des membres des CVDC et des commissaires militaires ont commis impunément des violations du droit à la vie, à l'intégrité et à la sécurité des personnes, en particulier dans les zones rurales. D'autre part, la prolongation de l'affrontement armé et le discours idéologique qui le caractérise ont contribué à l'existence de ces violations.

Engagement à ce qu'il n'existe pas de forces de sécurité illégales ni d'appareil clandestin

148. La vérification a mis en évidence – ce qui est un sujet de graves préoccupations – que des groupes illégaux organisés, agissant impunément, ont commis de graves délits, facilité et dissimulé la perpétration de crimes ou participé à des opérations qualifiées de "nettoyage social", dans lesquelles ils ont substitué des méthodes criminelles à l'action légale des forces de sécurité. Dans certains des actes commis par ces groupes, on a relevé des indices de participation ou de collusion d'agents de l'État, sans motivation politique. La Mission conclut que le Gouvernement n'a pas rempli l'engagement d'identifier,

démanteler et sanctionner de tels groupes, dont le pouvoir discrédite les institutions chargées de les combattre.

Engagement consistant à continuer d'épurer les forces de sécurité pour en faire des corps de professionnels

149. La Mission a constaté que les graves carences dont souffre la police nationale ne permettent pas de dissocier comme il le faudrait la fonction militaire et la fonction policière, ce qui est l'une des conditions essentielles de la professionnalisation. D'autre part, les mesures d'épuration prises par la Direction de la police nationale n'ont pas été assorties de sanctions pénales à l'encontre des agents présumés coupables d'infractions.

Engagement concernant la réglementation du port d'armes

150. La Mission reconnaît que la police nationale s'est efforcée de désarmer la population et que l'armée a élaboré un projet de loi renforçant le contrôle des ventes d'armes. Elle estime toutefois que ces mesures ne sont absolument pas suffisantes vu l'ampleur du problème.

Engagement consistant à garantir la liberté de réunion et le droit de circuler librement

151. C'est au Procureur chargé des droits de l'homme qu'il incombe de vérifier le caractère volontaire de l'appartenance aux CVDC et les violations dans lesquelles ces comités sont impliqués, mais la Mission, en vérifiant le respect de l'engagement général relatif aux droits de l'homme, a constaté que les membres des CVDC manifestaient de l'hostilité à ceux qui ne voulaient pas en faire partie. C'est donc que le Gouvernement a respecté cet engagement, puisqu'il n'a pas favorisé la création de nouveaux CVDC.

Engagement relatif à la conscription

152. La Mission est parvenue à la conclusion que le recrutement forcé pour le service militaire a quasiment cessé et elle se félicite vivement de la décision présidentielle de maintenir en vigueur un service exclusivement volontaire tant qu'une nouvelle loi n'aura pas été adoptée en la matière.

Engagement relatif aux garanties et à la protection des personnes et entités qui oeuvrent à la défense des droits de l'homme ainsi que de leurs activités

153. La Mission estime que le Gouvernement n'a pas entièrement rempli cet engagement, notamment parce qu'il n'a pas vérifié à fond les nombreuses plaintes déposées pour menaces et intimidation, et parce qu'il n'a pris aucune mesure spéciale de protection. L'unité spécialement créée par la Commission présidentielle des droits de l'homme pour examiner les plaintes n'a pas obtenu les résultats escomptés.

Engagement en faveur de l'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme et/ou de l'octroi d'une assistance à celles-ci

154. La Mission reconnaît que le Gouvernement lui a fourni de précieux renseignements sur l'assistance apportée aux personnes et entités les plus vulnérables, mais elle estime que ce qui a été fait ne répond pas assez bien à la recommandation d'élaborer un plan d'action correspondant au contenu de cet engagement.

Engagement concernant les droits de l'homme dans le contexte de l'affrontement armé interne

155. La Mission juge que, durant l'année écoulée, l'URNG a commis des actes contraires à l'engagement à ne plus infliger de souffrances à la population civile. En revanche, elle constate que, dans le cadre de ses opérations armées, l'URNG, conformément à l'engagement qu'elle a pris envers la MINUGUA, a respecté les infrastructures des services publics civils et n'a plus détruit de pylônes électriques.

156. La Mission estime qu'en recourant à des menaces, en exerçant des représailles sur des civils et en s'en prenant à des biens appartenant à des civils pour prélever un "impôt de guerre", l'URNG a violé l'Accord global. Sachant que des délinquants de droit commun se font passer pour des guérilleros et se livrent à de tels actes, la Mission estime que l'existence même de cette politique de l'URNG les y encourage et contribue à augmenter le sentiment d'insécurité des citoyens et à renforcer l'impunité des coupables.

C. Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones

157. La Mission déplore que le Gouvernement n'ait guère pris de mesures pour promouvoir l'application de l'Accord et qu'il n'ait pas mis en place des mécanismes de consultation avec les organisations autochtones, notamment en vue de la création des commissions paritaires prévues dans l'Accord.

D. Conclusions générales

158. Sur la base des vérifications qu'elle a effectuées, la Mission conclut que des violations graves et répétées des droits de l'homme ont été commises au Guatemala et n'ont été ni éclaircies ni sanctionnées.

159. Il a été démontré que la plupart d'entre elles étaient le fait d'agents de l'État ou de groupes proches du pouvoir et ont pu être commises parce que l'État ne remplissait pas son devoir de garantie. On ne peut toutefois pas affirmer qu'elles résultent d'une volonté délibérée du Gouvernement de violer les droits de l'homme.

160. Se fondant sur ses rapports précédents, la Mission se dit, une fois de plus, convaincue que l'impunité constitue l'obstacle le plus sérieux à l'exercice des droits de l'homme. Si elle perdure, c'est essentiellement parce que l'État n'a mis en oeuvre aucune politique visant à la combattre. On n'a donc pu ni identifier ni punir les coupables et, au sein de la société, l'espoir

/...

que justice se fasse est allé en s'amenuisant. L'État est le premier responsable de cette situation, qui découle en partie des intérêts en jeu. En effet, on ne souhaite pas toujours procéder à une enquête ni punir les délits graves et les violations des droits de l'homme, notamment lorsque des membres des forces armées ou de la police sont impliqués. Il existe, par exemple, des groupes clandestins appuyés ou couverts par des agents de l'État, qui sont jugés responsables d'assassinats, d'enlèvements et autres infractions graves. La protection que l'armée accorde à ses membres impliqués dans des actes illicites engage aussi la responsabilité du Gouvernement, et il doit l'assumer.

161. Les vérifications que la Mission a effectuées lui permettent d'affirmer que, durant l'année écoulée, dans le cadre de l'affrontement armé, des membres de l'URNG qui ont, eux aussi, sévi en toute impunité, ont commis des violations graves des droits de l'homme ainsi que des actes contraires à l'engagement à ne plus infliger de souffrances à la population civile.

162. La Mission en conclut que le Gouvernement guatémaltèque et le Commandement général de l'URNG sont responsables, par action ou par omission, des violations des droits de l'homme dont elle a fait état dans ses rapports et n'ont pas respecté les engagements qu'ils avaient contractés en vertu de l'Accord global.

163. Néanmoins, les vérifications effectuées permettent de dire que, durant la période considérée, tant le Gouvernement que l'URNG ont adopté certaines attitudes positives qui vont dans le sens du respect des engagements pris en vertu de l'Accord global.

164. Parmi les attitudes positives adoptées par le Gouvernement, la Mission apprécie particulièrement : a) qu'il ait pratiquement renoncé au recrutement forcé pour le service militaire; b) qu'il ait recouru modérément à la force publique; c) que les autorités militaires s'impliquent de moins en moins dans le conflit armé; d) que le Gouvernement n'ait pas encouragé la création de nouveaux comités volontaires de défense civile (CDVC); e) qu'il ait supprimé l'institution des commissaires militaires; f) qu'il ait respecté la loi lors de l'arrestation de certains membres de l'URNG, et que les autorités militaires aient mis ceux-ci à la disposition de la justice; g) que le Ministère de l'intérieur soit davantage disposé à enquêter sur les infractions; h) que le Gouvernement ait donné des garanties en ce qui concerne la présence de la Mission et le bon déroulement de ses activités, ce qui va, en outre, dans le sens de l'Accord global, en vertu duquel il s'est engagé à appuyer le plus possible la MINUGUA.

165. La Mission souligne le rôle primordial qu'a joué le Président Ramiro de León Carpio dans la mise en route de l'application de l'Accord global, dans le changement d'attitude du Gouvernement et de l'URNG, ainsi que dans la coopération avec la MINUGUA.

166. Parmi les attitudes positives adoptées par l'URNG, la Mission apprécie particulièrement : qu'elle ait respecté son engagement à mettre fin au sabotage de pylônes électriques (voir A/49/856, annexe, par. 193); b) qu'elle ait depuis peu tendance à réduire le nombre des opérations militaires afin d'éviter de mettre en danger la population civile et de lui causer des dommages; c) qu'elle ait suspendu unilatéralement les actions offensives pendant les élections, en

vue de favoriser l'exercice des droits politiques; d) que le Commandement général se soit montré disposé à coopérer avec la Mission, notamment lors des réunions mensuelles au Mexique; et e) qu'il ait examiné attentivement les recommandations de la Mission concernant l'application de l'Accord global.

E. Recommandations

Recommandations au Gouvernement

167. En vertu des responsabilités qui lui ont été confiées dans l'Accord global et sur la base des vérifications qu'elle a effectuées, la Mission a adressé au Gouvernement, dans ses rapports, une série de recommandations sur les mesures à prendre pour promouvoir le strict respect des droits de l'homme et l'application intégrale de l'Accord. Il est clair que la réalisation de ces objectifs nécessitera un certain délai, mais la Mission est vivement préoccupée par le fait que, durant la période considérée, le Gouvernement n'a généralement adopté aucune mesure concrète visant à mettre en oeuvre ces recommandations.

168. Se fondant sur les vérifications qu'elle a effectuées et réitérant les observations qu'elle a faites dans ses rapports précédents, la Mission juge nécessaire d'adresser au Gouvernement, à qui incombe la majorité des engagements figurant dans l'Accord global, les recommandations suivantes :

a) Lancer, en en faisant une priorité absolue, une politique globale de lutte contre l'impunité, qui associe les diverses sphères du pouvoir et la société civile. Pour que cette politique porte ses fruits, il faut non seulement que les autorités fassent preuve de détermination, mais aussi que la suprématie du pouvoir civil soit assurée et que l'on renforce les capacités de gestion des organismes chargés de l'appliquer, notamment en procédant aux réformes administratives nécessaires;

b) Prendre des mesures pour remédier au manque de coordination entre le ministère public, la police nationale et l'appareil judiciaire, afin de faciliter les enquêtes;

c) Aider particulièrement le ministère public et les autorités judiciaires à éclaircir les affaires concernant des cas de violations graves des droits de l'homme qui ont secoué le pays;

d) Élaborer un plan visant à assurer la sécurité des citoyens, notamment en réformant radicalement les institutions de la police nationale et le processus de sélection et de formation de ses cadres et doter la police des moyens nécessaires pour renforcer ses capacités en matière de prévention des infractions et d'enquête criminelle;

e) Adopter un plan d'urgence pour la prévention et la répression des infractions, et se fixer pour objectif d'identifier les associations illicites dont le but est de commettre des crimes et des violations des droits de l'homme, de les dissoudre et de les poursuivre, en mettant à jour les liens qu'elles pourraient avoir avec des fonctionnaires ou des institutions et en établissant les responsabilités en cause;

f) S'attaquer au grave problème de l'impunité dont bénéficient certains membres des forces armées impliqués dans des violations des droits de l'homme et collaborer avec les organismes chargés d'enquêter sur ces actes et de les punir;

g) Promouvoir les réformes législatives tendant à limiter la compétence des tribunaux militaires aux infractions spécifiquement militaires, lorsqu'elles ont été commises par des membres des forces armées;

h) Prendre des mesures afin d'améliorer les conditions matérielles et techniques dans lesquelles travaille le Procureur chargé des droits de l'homme, dont le rôle est souligné dans l'Accord global, et prêter attention à ses résolutions;

i) Promouvoir la création d'un corps judiciaire et donner au service public de défense pénale les ressources nécessaires pour qu'ils puisse s'acquitter de son mandat;

j) Veiller de très près à ce que la décision de supprimer les commissaires militaires, soit bien appliquée, et surveiller le comportement de ces derniers; empêcher les CVDC de s'arroger certaines prérogatives des pouvoirs publics, telles que le maintien de la sécurité et de l'ordre public;

k) Procéder à des réformes législatives pour freiner et contrôler sévèrement la prolifération des armes à feu en possession de particuliers (voir par. 73);

l) Adopter des mesures visant à protéger les personnes et entités qui oeuvrent à la défense des droits de l'homme ainsi que leurs activités, et renforcer les initiatives prises pour mettre fin aux accusations de subversion dont elles font l'objet;

m) Appuyer les réformes législatives et les programmes concernant les droits de l'homme, dont l'objectif est d'inciter les citoyens à participer à la vie politique et à s'inscrire sur les listes électorales, ainsi que de favoriser l'exercice du droit de vote;

n) Appuyer les ministères qui ont un rôle à jouer dans le domaine des droits de l'homme, notamment ceux de l'intérieur, du travail et de l'éducation;

o) Élaborer un plan d'action pour l'indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme (voir A/49/929, annexe, par. 195).

169. Pour ce qui est de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones, la Mission recommande au Gouvernement :

a) De prendre les mesures nécessaires pour appliquer les parties de l'Accord qui ont trait aux droits de l'homme et sont applicables immédiatement, en indiquant les engagements qu'il privilégiera à court terme, les moyens qu'il emploiera pour les remplir, et la façon dont il organisera la mise en place des commissions paritaires mentionnées dans l'Accord et des mécanismes de consultation avec les organisations autochtones;

- b) D'élaborer les réformes législatives prévues dans l'Accord;
- c) De lancer des programmes visant à faire connaître l'Accord dans tous les secteurs de la société;
- d) De mettre au point, dans les plus brefs délais, un vaste programme contre la discrimination ethnique, d'en préciser les divers éléments et de lui affecter les ressources nécessaires.

Recommandations au Commandement général de l'URNG

170. Dans ses rapports, la Mission a également adressé au Commandement de l'URNG des recommandations fondées sur la vérification du respect de l'engagement IX figurant dans l'Accord global, ainsi que des recommandations concernant l'engagement qu'il a pris au préambule de l'Accord, de "respecter les attributs de la personne humaine et de contribuer à la jouissance effective des droits de l'homme". L'URNG n'ayant pas suivi toutes les recommandations de la Mission, celle-ci se voit contrainte à réitérer les suivantes :

a) S'abstenir de causer indûment des dommages aux personnes et aux biens, et s'efforcer notamment de ne pas mettre en danger les vies humaines lors des attaques lancées contre des objectifs militaires ou dans le cadre d'activités de propagande; respecter les droits des blessés et ne pas faire obstacle à l'assistance qui leur est due; limiter l'utilisation de mines ou d'engins explosifs dans les lieux où ils constituent une menace pour la population civile;

b) Ne plus s'en prendre à des biens appartenant à des civils qui refusent de payer le soi-disant "impôt de guerre", et mettre fin aux menaces et à tous les autres actes de représailles qui y sont liés.

171. La Mission lance un appel spécial au Commandement général pour qu'il mette un terme à la pratique de l'"impôt de guerre", ce qui améliorerait grandement la situation des droits de l'homme.

F. Rôle de la MINUGUA

172. Durant sa première année d'opération, la Mission a pu s'acquitter pleinement de son mandat, ce qui n'aurait pas été possible sans la coopération des deux parties et l'aide du Gouvernement, le soutien indéfectible du Groupe de pays amis pour le processus de paix au Guatemala et de la communauté internationale, la façon dont la société guatémaltèque a accueilli la Mission, la collaboration qu'elle lui a prêtée, et sa réaction positive concernant ses travaux et ses rapports.

173. Si la Mission a pu remplir son mandat, c'est aussi parce qu'elle s'est déployée sur tout le territoire national – en y créant 13 bureaux –, qu'elle a été acceptée par les populations locales et qu'elle a eu recours à une méthode de vérification fondée sur l'interaction d'observateurs civils, de membres des forces de police et d'agents de liaison militaires. C'est en outre parce qu'elle a, d'emblée, associé les activités de vérification à celles visant le renforcement institutionnel, sur la base d'une stratégie élaborée dans le cadre

de l'Unité conjointe MINUGUA/PNUD en vue de coopérer avec les organismes nationaux de protection des droits de l'homme.

174. Cela étant, la Mission a également suscité des réactions d'hostilité, parfois violentes, comme l'attaque armée lancée contre le bureau régional situé dans la capitale et les menaces dont ont fait l'objet certains de ses membres. Cela n'a toutefois pas empêché le bon déroulement de ses activités dans l'ensemble du pays.

G. Dernières observations

175. Se fondant sur les vérifications auxquelles elle a procédé, la Mission a brossé, dans ses rapports, un tableau réaliste de la situation préoccupante des droits de l'homme et signalé le peu de cas qu'il était fait de ses recommandations. Certains signes, pourtant, sont porteurs d'espoir, notamment :

a) Les progrès réalisés dans le processus de paix et le fait que les parties et l'ensemble de la société guatémaltèque soient de plus en plus convaincus que la fin de l'affrontement armé est inéluctable et qu'il faut oeuvrer en faveur de la réconciliation nationale;

b) La poursuite de la transition politique : renforcement des nouvelles institutions démocratiques, convergence d'opinions en faveur de la suprématie du pouvoir civil, bon déroulement du processus électoral, émergence de nouvelles formes d'expression dans la société civile et consensus national sur l'élargissement des bases politiques du Congrès de la République. Grâce à tout cela, on observe une diminution des actes de violence et des violations des droits de l'homme à coloration nettement politique;

c) La participation croissante des populations et des chefs autochtones à la vie nationale, sous différentes formes, et la signature de l'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones;

d) Les signes d'une plus grande détermination à défendre les droits de l'homme, et notamment le fait que les plus hautes instances du pouvoir et la société civile soient conscientes que la lutte contre l'impunité est une tâche nationale prioritaire; le rôle grandissant des organismes non gouvernementaux de défense des droits de l'homme et l'action du Procureur chargé des droits de l'homme, qui oeuvre constamment pour protéger et défendre ces droits.

APPENDICE

Tableau 1

Plaintes jugées recevables, par type de violations^a

	21/08- 31/12/95	Par an
<u>Droit à la vie</u>		
Exécutions extrajudiciaires ou décès imputables à la violation des garanties prévues par la loi	30	144
Tentatives d'exécution extrajudiciaire	14	58
Menaces de mort	63	353
Total	107	555
<u>Droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne</u>		
Cas de torture	8	26
Traitements cruels, inhumains ou dégradants	12	20
Séviçes	21	59
Usage excessif de la force	7	14
Menaces diverses	63	292
Total	111	411
<u>Droit à la liberté</u>		
Détention arbitraire	18	45
Détention en violation des garanties prévues par la loi	12	40
Enlèvements	11	18
Prises d'otages	0	0
Disparitions forcées	1	11
Cas de recrutement forcé, injuste ou discriminatoire	5	28
Total	47	142
<u>Droit à une procédure régulière</u>		
Respect de la procédure	11	29
<u>Habeas corpus</u>	1	16
Droit à la justice	49	196
Total	61	241
<u>Droits politiques</u>	3	14
Total	3	14
<u>Droit à la liberté d'expression</u>	2	5
Total	2	5
<u>Droit à la liberté de mouvement</u>	2	27
Total	2	27

^a On peut être amené, lors de la vérification, à modifier le classement de certaines plaintes.

	21/08- 31/12/95	Par an
<u>Droit à la liberté d'association</u>	9	71
Total	9	71
<u>Autres violations dans le cadre de l'affrontement armé interne</u>		
Dommages ou préjudices aux civils	22	65
Atteintes aux biens civils	2	26
Atteintes aux biens essentiels pour la survie de la population civile	0	3
Actes de terrorisme	1	3
Non-respect du statut des personnels sanitaires et des membres du clergé	1	2
Participation de mineurs de moins de 15 ans à l'affrontement armé interne	0	2
Total	26	101
Total général	368	1 567

Tableau 2

Affaires classées par type de violation (plaintes vérifiées)
(chiffres annuels)

		%
Droit à la vie	108	23,2
Droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne	126	27,0
Droit à la liberté	66	14,2
Droit à une procédure régulière	78	16,7
Droits politiques	6	1,3
Droit à la liberté d'expression	3	0,6
Droit à la liberté d'association	17	3,6
Droit à la liberté de mouvement	22	4,7
Violations dans le cadre de l'affrontement armé interne	40	8,6
Total	466	100,0

